

Document:	<u>EB 2009/96/R.42/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8 c)</u>
Date:	<u>29 avril 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Soudan

Programme d'options stratégiques pour le pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-seizième session
Rome, 29-30 avril 2009

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec la responsable du FIDA ci-après:

Rasha Omar

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2089
courriel: r.omar@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	5
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	8
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	8
B. Enseignements tirés	8
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	10
A. Avantage comparatif du FIDA	10
B. Objectifs stratégiques	10
C. Perspectives d'innovation	12
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	12
V. Gestion du programme	13
A. Suivi du COSOP	13
B. Gestion du programme de pays	13
C. Partenariats	14
D. Gestion des savoirs et communication	14
E. Cadre de financement SAFF	15
F. Risques et gestion des risques	16

Appendices

I.	COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II.	Country economic background (Situation économique du pays)	3
III.	COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	4
IV.	Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	5
V.	CPE agreement at completion point (Accord conclusif de l'EPP)	10
VI.	Project Pipeline (Réserve de projets)	13

Dossiers clés

Dossier clé 1:	Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	21
Dossier clé 2:	Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	22
Dossier clé 3:	Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	26
Dossier clé 4:	Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	30

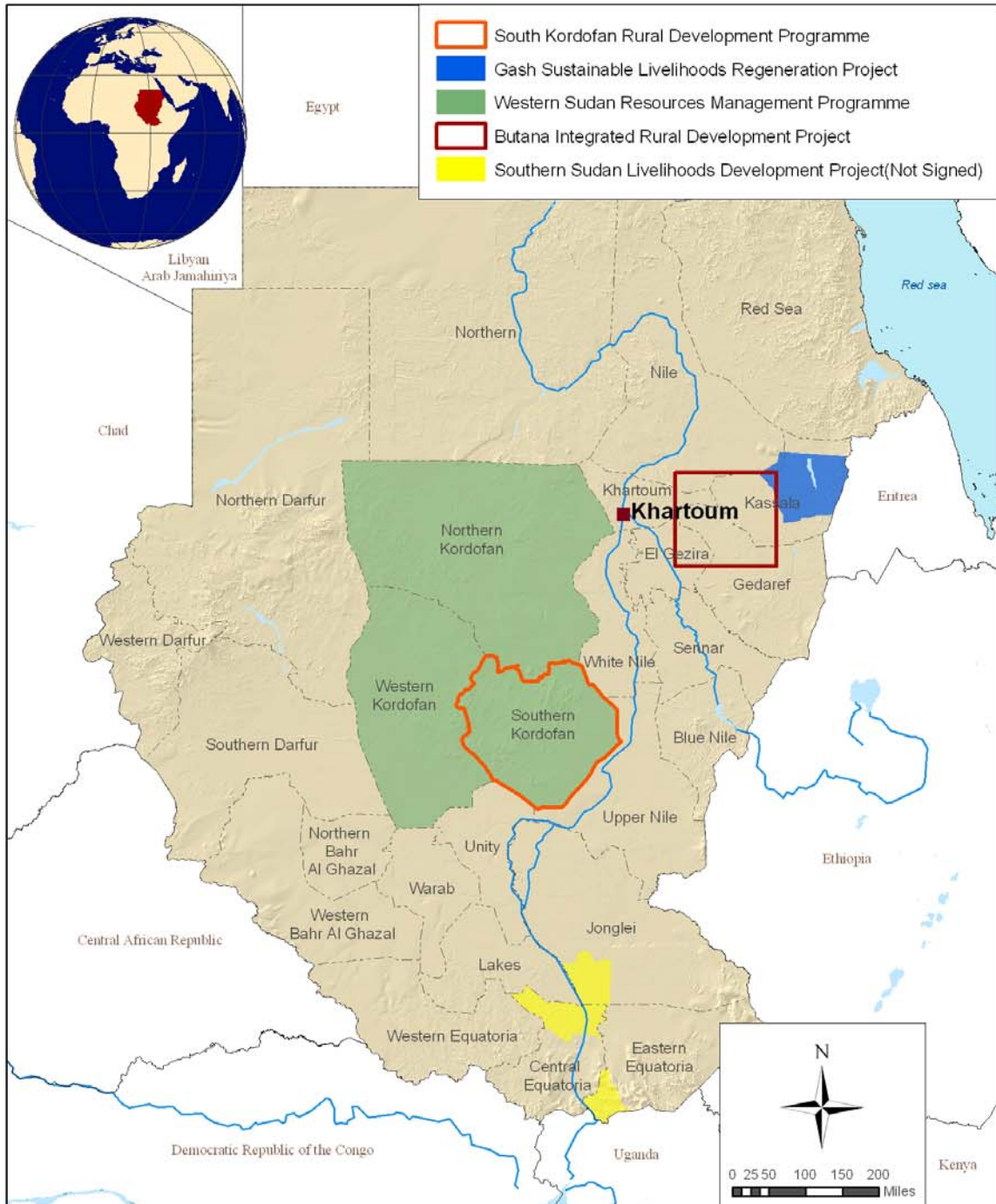
Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EGPP	équipe de gestion du programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IMF	institutions de microfinancement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
NKRDP	Projet de développement rural dans le Kordofan-Nord
S&E	suivi-évaluation

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Sudan

IFAD operations in the country



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats qui doit être réalisé au Soudan pendant la période 2009-2012 est le second que le FIDA ait élaboré pour ce pays. Il tient compte de la nouvelle structure de gouvernance établie suite à l'Accord de paix global signé en 2005 et a été formulé en collaboration avec le Gouvernement d'unité nationale et le Gouvernement du Sud-Soudan. Le programme de pays vise à: i) tirer parti des possibilités de réduction de la pauvreté rurale offertes par l'accord de paix et par l'importance accordée au développement agricole dans les stratégies de croissance économique des deux gouvernements, tout en atténuant les risques économiques dus à la chute des prix du pétrole; et ii) donner aux populations rurales pauvres les moyens de faire face aux risques politiques associés à la persistance des troubles civils et des conflits en rapport avec les ressources ainsi qu'aux risques pour l'environnement liés à la variabilité climatique.
2. Le COSOP s'attachera à mettre en place la base d'actifs financiers et sociaux dont ont besoin les populations rurales pauvres pour améliorer leur capacité d'adaptation et leur faculté à peser sur les décisions politiques qui les concernent. Il a pour finalité de donner aux ruraux pauvres les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus et leur résistance aux chocs. Ce résultat sera obtenu grâce aux trois objectifs stratégiques décrits ci-après.
3. **Objectif stratégique 1: Renforcement de la capacité des organisations de producteurs à participer à la planification et au suivi des politiques en faveur du développement durable.** Les organisations communautaires et de producteurs, ainsi que les administrations des États sont les principaux agents de la reproduction de modèles efficaces de réduction de la pauvreté. Il s'agit de renforcer la représentation des organisations communautaires, des coopératives, des organisations spécialisées de producteurs et des associations de femmes, de paysans et de pasteurs, et leur capacité à formuler les priorités des populations rurales pauvres et d'assurer la planification et le suivi de réformes favorables aux pauvres. Le programme de pays abordera trois questions de politique générale: accroissement des crédits budgétaires alloués au secteur pluvial; transfert de la gestion de l'eau aux organisations d'utilisateurs; et services de microfinance durables appuyés par un cadre politique porteur.
4. **Objectif stratégique 2: Amélioration de l'accès des populations rurales pauvres aux services agricoles.** Le COSOP qui couvrait la période 2002-2008 a mis au point des modèles de services de vulgarisation décentralisés relevant des secteurs public et privé. L'adaptation de ces modèles dans un but d'efficacité et de durabilité et leur reproduction seront encouragées de façon à garantir un approvisionnement en intrants régulier et à augmenter la couverture des services consultatifs techniques.
5. **Objectif stratégique 3: Amélioration de l'accès des ruraux pauvres, hommes et femmes, aux marchés et au microfinancement.** L'analyse du marché montre que le transport, les coûts de transaction et l'accès au financement sont les trois principaux facteurs qui déterminent les prix à la production. Quatre types d'interventions bénéficieront donc d'un appui: i) construction/remise en état de voies de desserte rurale; ii) appui aux opérations de transformation et de stockage qui accroissent la valeur ajoutée; iii) constitution de groupements de producteurs en vue de réduire les coûts de transaction et, dans la mesure du possible, de raccourcir la chaîne de valeur; iv) renforcement des capacités des organisations de microfinancement et élargissement de leur rayon d'action aux zones rurales. Il s'agira de reproduire et d'adapter encore le modèle de microfinancement fondé sur les *sandouqs* (groupes d'épargne et de crédit administrés par les membres) appliqué à titre expérimental dans le cadre du

COSOP 2002-2008 et de diversifier les services de microfinance, le cas échéant. Le COSOP est aligné sur les stratégies du Gouvernement d'unité nationale et du Gouvernement du Sud-Soudan en faveur du développement de l'agriculture et de l'éradication de la pauvreté rurale, telles qu'elles sont énoncées dans le programme de relance agricole du premier et dans le document traitant du profil des dépenses et des besoins de financement du second. Une approche programmatique sera adoptée, en vertu de laquelle les projets en cours constituent le programme de base, étant donné que leurs incidences correspondent aux principaux résultats du nouveau programme de pays. L'élargissement à de nouvelles régions d'agriculture pluviale et zones agroécologiques reposera sur le principe de la mobilisation d'un cofinancement additionnel par les donateurs.

République du Soudan

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats qui doit être réalisé au Soudan pendant la période 2009-2012 est le second que le FIDA ait élaboré pour ce pays. Il a été formulé en collaboration avec le Gouvernement d'unité nationale et le Gouvernement du Sud-Soudan. Il sera achevé un an avant le référendum¹ sur l'autodétermination du Sud-Soudan, qui se tiendra en 2011. Le COSOP vise à fournir une raison claire et des directives pour l'engagement du FIDA dans le pays en matière de lutte contre la pauvreté rurale. Il met à profit les résultats, les enseignements tirés et les recommandations de l'évaluation du programme de pays menée en 2008.
2. Le programme de pays vise à: i) tirer parti des possibilités de réduction de la pauvreté rurale offertes par l'importance accordée au développement agricole dans les stratégies de croissance économique des deux gouvernements, tout en atténuant les risques économiques dus à la chute des prix pétroliers; et ii) donner aux populations rurales pauvres les moyens de faire face aux risques politiques liés à la persistance des troubles civils et des conflits en rapport avec les ressources et aux risques pour l'environnement liés à la variabilité climatique. Le programme de pays mettra l'accent sur les leviers suivants dans la lutte contre la pauvreté rurale: accroître la productivité agricole et faire bénéficier les producteurs d'une plus grande part des marges commerciales.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. **Croissance économique rapide et dette insoutenable.** Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique en termes de superficie des terres et sa population est estimée à 39 millions d'habitants (2008). Entre 2000 et 2006, le taux de croissance démographique était de 2%. Le revenu national brut par habitant a atteint 800 USD en 2006, contre 340 USD en 2001. La pauvreté extrême est passée de 85% dans les années 90 au taux estimatif de 60% aujourd'hui. Ces tendances positives sont essentiellement dues à une croissance annuelle soutenue du PIB, qui a atteint 8% sur la période 2000-2007 grâce à l'augmentation de la production de pétrole et, dans une moindre mesure, à de bonnes récoltes et à l'essor du secteur des services. Une telle croissance masque, toutefois, d'importantes disparités régionales comme il sera expliqué ci-après, et le Soudan reste un pays à faible revenu et à déficit vivrier. En outre, du fait du fardeau insupportable que représente sa dette extérieure, le Soudan peut prétendre à une aide au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Pour l'heure, il ne devrait pas atteindre le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE avant fin 2012 car la décision est subordonnée à l'apurement des arriérés, à la mise en œuvre de l'Accord de paix global et à la résolution pacifique du conflit au Darfour.
4. **Paix et conflit.** La signature de l'Accord de paix global en 2005 a fourni la possibilité d'amorcer la reprise économique et sociale après un conflit de 20 ans qui a fait 2 millions de morts et entraîné le déplacement de 4 millions de personnes. L'Accord de paix pour le Soudan oriental, signé en 2006, a amené la stabilité sur le front oriental. Toutefois, une telle relative stabilité est restée lettre morte au

¹ Le référendum aura lieu en 2011 conformément à l'Accord de paix global signé en janvier 2005. Chiffre publié par la commission de recensement du Soudan sur la base du recensement de la population effectué en avril 2008.

Darfour, et aujourd'hui la crise, commencée en 2003, continue de s'aggraver de façon alarmante malgré l'Accord de paix pour le Darfour signé en 2006 et la reprise des pourparlers de paix sous l'égide du Qatar. Cette situation empêche un partage plus généralisé des avantages découlant de la croissance. En vertu de l'Accord de paix global, la structure de gouvernance du Soudan est constituée du Gouvernement d'unité nationale dans le Nord et du Gouvernement du Sud-Soudan. Tous deux ont adopté un mode décentralisé de gouvernance tel qu'énoncé dans leurs constitutions de transition respectives.

5. **L'impact de la chute des prix du pétrole.** Les recettes dégagées par les exportations de pétrole devraient diminuer d'environ 46% en 2009. Les deux gouvernements comptent compenser la contraction des recettes pétrolières par une hausse des impôts et une réduction des dépenses publiques². Le principal scénario pour les projets prévus en 2009-2010 augure d'une croissance du PIB réel de 5% en moyenne; d'un ralentissement de la croissance de l'investissement direct étranger; et d'apports d'aide en faveur du Sud-Soudan. Selon les projections, l'inflation devrait rester à 9% pendant la période. Dans ce scénario, les dépenses publiques consacrées au développement devraient diminuer. L'enjeu est de maintenir la dynamique des investissements publics et privés dans l'agriculture malgré la récession économique.

Agriculture et pauvreté rurale

6. **Résultats du secteur agricole.** L'agriculture est le principal moyen d'existence des ruraux du Soudan, qui représentent 60% de la population du Nord et 90% de celle du Sud. L'agriculture couvre 90% des besoins alimentaires des habitants, constitue 80% des exportations de produits non pétroliers et, en 2007, représentait 42% du PIB. Avant la fluctuation des prix du pétrole, l'agriculture jouait un rôle bien plus important: elle représentait, par exemple, 90% des exportations au début des années 90, contre 8% seulement en 2006. Parmi les exportations figurent le bétail, le sésame, le coton et la gomme arabique. La faible productivité de l'agriculture associée à la récente appréciation de la livre soudanaise a encore érodé la compétitivité des produits agricoles soudanais, en particulier pour le sésame, l'arachide et le sorgho.
7. Le taux de croissance du secteur agricole est très variable (de -2,5 à 7% sur la période 2001-2007). On fait généralement la distinction entre l'agriculture irriguée et l'agriculture pluviale. La croissance des deux sous-secteurs est irrégulière. Dans le secteur irrigué, c'est le fait que la remise en état et la modernisation des systèmes d'irrigation aient été différées et leur gestion qui sont en cause, de sorte que l'acheminement de l'eau n'est guère efficace et que la productivité est faible. Dans le secteur pluvial, le niveau décevant de la croissance s'explique par la vulnérabilité de la production agricole à la variabilité climatique, les rendements en baisse et irréguliers et les restrictions imposées par les pays importateurs sur le bétail soudanais en raison d'épizooties intermittentes. En 2005, le secteur pluvial traditionnel³ représentait 26% du PIB et 67% du PIB agricole. Il s'agit du secteur le plus important pour l'économie agricole et la subsistance des populations rurales pauvres et il ne bénéficie, pourtant, que de 3 à 12% des crédits consacrés au secteur. Le secteur pluvial reçoit aussi une part très limitée des investissements privés en faveur de l'agriculture, généralement financés par des entreprises soudanaises, arabes ou étrangères. Il est intéressant de noter que, avant le Programme de relance agricole du Gouvernement d'unité nationale, les investissements privés à l'appui de l'agriculture dépassaient les dépenses publiques dans le secteur. Bien que les pays à déficit vivrier manifestent un vif intérêt pour

² Par exemple, le Gouvernement du Sud-Soudan compte réduire les dépenses afférentes aux salaires des titulaires de postes constitutionnels, dépister les travailleurs fantômes dans la masse salariale de la fonction publique, réduire les dépenses administratives en fusionnant les ministères et les comités et renforcer la transparence des dépenses publiques.

³ Le secteur pluvial traditionnel englobe l'agriculture pluviale, les ressources animales et la foresterie.

les investissements agricoles au Soudan, la majeure partie des investissements privés sont financés par des capitaux soudanais et sont concentrés dans l'État de Khartoum.

8. Au Soudan, les médiocres résultats du secteur agricole sont entretenus par cinq principaux facteurs: i) des décennies de conflit civil et de sous-développement qui ont ravagé l'agriculture pluviale traditionnelle, particulièrement dans les trois régions⁴ et dans le Sud-Soudan; ii) des politiques agricoles restrictives, y compris le financement différé de l'investissement agricole, un financement insuffisant des coûts d'utilisation des services agricoles, et la surimposition des produits agricoles, en particulier les produits exportables issus essentiellement du secteur pluvial; iii) une politique foncière inadaptée avec la superposition de régimes légaux et coutumiers, qui a entraîné la réaffectation de l'utilisation des terres sans consulter les utilisateurs, instaurant un régime à accès ouvert et l'affaiblissement des institutions traditionnelles chargées de la protection des terres; ce régime double ne permet pas de résoudre efficacement les conflits relatifs aux revendications foncières attribuables à l'essor de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation minière; iv) une politique de l'eau inadaptée, sans exécution systématique du recouvrement des dépenses de fonctionnement et d'entretien des services d'approvisionnement en eau (que ce soit pour l'irrigation ou le bétail), avec une tarification de l'eau inappropriée et sans mise à exécution de la gestion par les utilisateurs des systèmes d'approvisionnement en eau; et v) des modalités de commercialisation inefficaces dues à la faiblesse chronique de la productivité et de la valeur des produits dans les systèmes de production de l'agriculture et de l'élevage, au coût élevé de transport intérieur qui s'explique par des infrastructures routières limitées, au coût élevé de la manutention des produits expédiés vers les points d'exportation, à l'imposition de commissions et de taxes dans la chaîne de commercialisation alors qu'aucun service n'est assuré, et enfin à la mauvaise organisation et au faible pouvoir de négociation des petits producteurs. Ces facteurs structurels ont entravé la croissance du secteur agricole et acculé les ménages à la pauvreté. Cette situation est encore aggravée par le changement climatique et le renchérissement des produits alimentaires.
9. **Changement climatique.** Selon les projections, l'évolution des régimes météorologiques devrait exacerber la vulnérabilité des ménages et outrepasser les mécanismes d'adaptation existants, limitant encore la capacité des pauvres à créer des moyens de subsistance durables pour eux-mêmes. Les effets attendus sont une pénurie d'eau de plus en plus aiguë, une accélération des processus de désertification et d'érosion des sols, le repli de la productivité (le rendement des cultures devrait baisser de 20%), des dommages causés par des événements climatiques plus extrêmes comme des sécheresses ou des inondations, une augmentation des maladies et un risque accru d'infestations de ravageurs et d'épidémies⁵.
10. **Volatilité des prix des produits alimentaires.** L'impact du renchérissement des produits alimentaires au Soudan est nuancé. Au premier semestre 2008, le prix du sorgho a augmenté de 70% et celui du mil de 40% par rapport à 2007. Les prix du bétail sont restés de l'ordre de leur variation saisonnière. Le résultat net sur les petits producteurs n'est donc pas clair. Il est certain, toutefois, que les consommateurs sont le groupe qui a été le plus durement touché en termes de sécurité alimentaire et de niveau de vie. C'est pourquoi le gouvernement a levé la taxe à la valeur ajoutée et les droits de timbre sur les produits alimentaires, ce qui a réduit les prix à la consommation.

⁴ Les trois régions font référence à Abyei, doté d'un système de gouvernance spécifique qui rend directement compte à la Présidence, au Kordofan-Sud et au Nil Bleu.

⁵ Source: Programme des Nations Unies pour l'environnement (2007). Soudan: Évaluation environnementale post-conflit. Résumé.

11. **Pauvreté rurale.** La pauvreté au Soudan reste un phénomène rural qui, dans les zones rurales, est étroitement associé aux systèmes de subsistance reposant sur l'agriculture pluviale. L'incidence et l'ampleur de la pauvreté sont plus fortes dans le Sud-Soudan et dans les zones touchées par des conflits (environ 90%). Le revenu par habitant, qui s'élevait à 340 USD en 2001, est estimé à 800 USD pour 2006 dans la région Nord. Dans le Sud-Soudan, le PIB annuel moyen par habitant est estimé à 100 USD, bien en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En outre, le PIB rural par habitant a augmenté moins rapidement que le PIB global par habitant, creusant ainsi l'écart de revenu entre zones rurales et urbaines.
12. **Répartition géographique de la pauvreté rurale.** Les principales régions⁶ où la pauvreté est la plus grande et la plus répandue en termes de revenus, de connaissances et d'accès aux services sont notamment les suivantes:
- au Sud-Soudan, tous les États, à l'exception de l'Équatoria occidental, sont classés comme étant en situation de déficit vivrier et/ou de très faible couverture des services sociaux;
 - dans la zone de transition entre la région Nord et le Sud-Soudan, les États du Nil Bleu, du Darfour-Sud et du Kordofan-Sud;
 - dans la région Nord, les États de Gedaref, Kassala, Darfour-Nord, Kordofan-Nord, Mer Rouge, Darfour-Ouest et Nil Blanc⁷.
13. **Caractéristiques des ménages pauvres.** Les ménages pauvres se caractérisent par les actifs matériels (terrain, bétail), une activité économique qui repose sur l'agriculture pluviale traditionnelle, le sexe du chef de famille et la situation de déplacement. Ce sont notamment les petits exploitants, les ménages dirigés par une femme et les ménages de rapatriés. Des indicateurs indirects sont utilisés pour évaluer la pauvreté en raison du manque de données sur le sujet.
14. **Moyens d'existence des populations rurales pauvres.** Les moyens d'existence des populations rurales sont axés sur l'agriculture, l'élevage et la pêche de subsistance. Selon le système de production prédominant, les ménages pauvres possèdent environ 10 à 30 petits ruminants, cultivent de 1 à 5 *feddans*⁸ de cultures vivrières, pour l'essentiel, couvrent trois à six mois de leurs besoins alimentaires grâce à leur propre production et le reste par le troc ou le commerce de produits de l'élevage/la participation à la main-d'œuvre/l'artisanat et le petit commerce. Les principales entraves à leur subsistance sont les suivantes: i) imprévisibilité des précipitations en termes de fréquence et de quantité; ii) infestations de ravageurs et épidémies; iii) pénuries d'eau à la saison sèche; iv) barrières aux itinéraires de migration, qui entraînent des litiges sur les droits de passage entre communautés pastorales et sédentaires ou entre communautés locales et intérêts commerciaux; et v) pillage de bovins.
15. **Stratégies d'adaptation.** Les populations rurales pauvres s'en remettent aux liens de parenté et à la solidarité entre les membres de la communauté comme principales stratégies d'adaptation. Elles compensent, en outre, les mauvaises récoltes ou la perte de bétail en exploitant leur environnement, complétant les produits alimentaires ou le revenu par la cueillette de fruits, la chasse au gibier, la pêche, l'apiculture, l'artisanat à base de plantes adventices et la fabrication du charbon de bois. Dans les villages relativement importants et les villes où les systèmes de production sont plus diversifiés, le travail salarié constitue une autre stratégie d'adaptation. Dans la zone de transition et la région Nord, le travail salarié représente près de 50% du revenu monétaire. Les ménages décident, en outre, de

⁶ Ces informations ont été établies à partir d'une enquête réalisée par le Ministère de la santé en 2006 et des calculs de H. Faki et E. Nur (2008) dans l'évaluation et la cartographie de la pauvreté au Soudan, Centre international de recherches agricoles dans les zones arides.

⁷ Il y a quelques poches dans le Nord, y compris à l'ouest de Gezira et Managil.

⁸ Un feddan est égal à 1,038 acre.

limiter leur consommation en réduisant leurs dépenses d'éducation et de santé, la consommation d'eau et la consommation alimentaire.

16. L'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) est de 0,492, contre un indicateur du développement humain (IDH) de 0,516, ce qui montre que la disparité du développement humain entre les sexes représente 95,3% de l'IDH. Les différences régionales sont importantes, néanmoins. Le taux de mortalité maternelle au Sud-Soudan, par exemple, est l'un des plus élevés du monde: le risque de décès au cours de la grossesse ou de l'accouchement (1 700 pour 100 000 naissances vivantes) est plus de trois fois plus grand que dans le nord du pays. De la même manière, le rapport filles/garçons scolarisés dans le primaire est de 36% dans le Sud et de 88% dans le Nord. En outre, les femmes occupent 10% des sièges au parlement dans le Sud-Soudan et 18% dans le nord du pays.
17. Les femmes apportent généralement une importante contribution aux revenus et à la production alimentaire du ménage. Leur participation à la prise de décision peut être quantifiée de plus en plus grâce à l'instauration d'un quota favorisant leur représentation dans le corps législatif de l'État, les partis et les organisations communautaires. Néanmoins, cette participation est qualitativement faible. L'autonomisation des femmes est affectée par: i) un taux élevé d'analphabétisme; ii) une loi coutumière qui attribue des rôles spécifiques différenciés en fonction du sexe et de l'âge; iii) des pratiques qui poussent les femmes à se marier très jeunes; et iv) une lourde charge de travail.
18. **Perspectives de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au Soudan.** Selon, les estimations, le Soudan ne pourra réaliser le premier OMD qui consiste à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté que si la croissance de son PIB est égale à 7,2% par an; il faudrait, pour cela, un taux d'investissement de 35 à 42% du PIB et une allocation de 7% des dépenses du Gouvernement fédéral et des États à l'appui des secteurs favorables aux pauvres, comme l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Ces chiffres suggèrent qu'il faudrait un doublement des dépenses actuelles et futures pour réaliser l'OMD 1. L'OMD 3, qui vise à promouvoir l'égalité des sexes, est peut-être davantage réalisable compte tenu de la progression des taux de scolarisation des filles dans le cycle primaire et de la représentation des femmes dans la prise de décision.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

19. Le contexte institutionnel national au Soudan présente les caractéristiques suivantes: décentralisation, émergence de nouvelles institutions de microfinancement (IMF) et d'organisations de producteurs, et processus décisionnel centralisé et discrétionnaire.
20. Le Gouvernement d'unité nationale et le Gouvernement du Sud-Soudan ont tous deux une structure de gouvernance décentralisée: 15 États ont été constitués dans le Nord et 10 États dans le Sud. Les administrations des États ont d'importantes prérogatives sur la législation, l'exécution du budget, la programmation du développement et la prestation de services. Les deux gouvernements gardent – dans le cas du secteur agricole – la main mise sur la réglementation du régime foncier, la gestion de l'eau, la conservation de l'environnement, le commerce, l'approvisionnement en intrants, la surveillance phyto- et zoosanitaire et la lutte contre les ravageurs et les maladies. Les grandes faiblesses institutionnelles génériques de l'administration décentralisée sont les suivantes: établissement du budget peu satisfaisant, manque de ressources en personnel, attention insuffisante accordée à l'agriculture en termes de financement des investissements et de dépenses récurrentes, variation du transfert de fonds fédéraux et efforts limités pour élargir l'assiette de recettes de chaque État.

21. Le développement du secteur du microfinancement s'est accéléré tant dans le Nord que dans le Sud depuis que la Banque centrale du Soudan et la Banque du Sud-Soudan s'efforcent de promouvoir le microfinancement, la première imposant aux portefeuilles des banques un quota à allouer au microfinancement (qu'il s'agisse de banques publiques ou privées) et la seconde établissant trois IMF respectant les "meilleures pratiques". Dans le Nord, parmi les organisations œuvrant au microfinancement rural figurent des banques publiques, comme l'Agricultural Bank of Sudan et la Savings and Social Development Bank, et les *sandouqs* – groupes d'épargne et de crédit administrés par leurs membres constitués à titre expérimental au niveau des villages, sous forme fédérale au niveau des municipalités dans le cadre de projets financés par le FIDA. Dans le Sud-Soudan, un forum sur le microfinancement appuyé par l'Agence des États-Unis pour le développement international travaille avec la Banque du Sud-Soudan au développement d'un cadre réglementaire général. Les trois IMF qui appliquent les meilleures pratiques⁹ desservent essentiellement les communautés urbaines et périurbaines. Elles affichent un bilan satisfaisant en matière de performance et mobilisent les fonds de donateurs aux fins de développement des investissements et des produits. L'expansion du secteur du microfinancement dans les zones rurales du pays est associée à la prise en charge des coûts de démarrage initiaux des IMF, éliminant les plafonds sur les taux d'intérêt et favorisant d'autres mécanismes de sûreté. Un système efficace de concession de licence, de renforcement des capacités et de suivi des IMF est nécessaire également.
22. Les organisations de producteurs et communautaires sont de plus en plus appelées à jouer des rôles plus actifs en matière de développement. Le Gouvernement du Sud-Soudan délègue l'approvisionnement en intrants et la prestation des services aux ONG et aux organisations de producteurs (par exemple pour la diffusion des soins vétérinaires), alors que le Gouvernement d'unité nationale applique à titre expérimental la cogestion des ressources entre organismes parapublics et groupes d'utilisateurs dans le périmètre de Gezira (avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et de la Banque mondiale), dans le périmètre d'irrigation de crue de Gash (avec l'appui du FIDA), et dans le périmètre de Khor Abu Habil. Les projets de développement favorisent la constitution d'organisations de producteurs dans le cadre de lois appropriées régissant les coopératives ou d'une autre législation et les encouragent à se lancer dans la fourniture de services sociaux, d'intrants agricoles et de services de vulgarisation, de crédit et de commercialisation. En outre, les deux gouvernements sont pour une législation plus favorable au secteur privé. L'enjeu est désormais de créer des conditions propices au développement de la capacité des différentes organisations de producteurs à former des coalitions afin de faire entendre les préoccupations des petits exploitants et d'exercer une influence sur l'élaboration des politiques.
23. La mise en place d'un cadre politique porteur exige une connaissance des processus d'élaboration des grandes orientations. L'analyse des politiques¹⁰ a fait ressortir les aspects suivants:
- a) Les grandes orientations ont toujours été élaborées à l'initiative de l'administration publique, dont les membres font partie d'une élite (selon l'appartenance politique et le poids économique), ce qui signifie que les petits exploitants et leurs représentants sont largement exclus de la prise de décision.

⁹ Il s'agit de: Sudan Microfinance Institution, Finance Sudan et Bangladesh Rural Advancement Committee.

¹⁰ Source: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, avec le soutien du FIDA et du Ministère des finances et de l'économie nationale du Gouvernement d'unité nationale (2006). "Empowering the rural poor under volatile policy environments in the Near East and North Africa region research project", étude de cas réalisée au Soudan. L'analyse du processus d'élaboration des grandes orientations a été menée en utilisant les cas de la gestion des ressources naturelles et de la décentralisation.

- b) La circulation des informations est insuffisante et soumise à restriction. Les délibérations et les travaux sur une question donnée sont classés pendant une certaine période, empêchant la population générale de savoir quelles informations existent sur les problèmes clés.
- c) En raison de ces processus, les résultats et la mise en application des politiques font l'objet de fréquents changements et les ressources sont insuffisantes pour permettre leur exécution. En outre, de tels processus ne visent pas à favoriser un environnement propice au développement du secteur pluvial traditionnel, qui est indispensable pour réduire la pauvreté rurale.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

- 24. Deux documents stratégiques – le Programme de relance agricole du Gouvernement d'unité nationale et "Profil de dépenses et besoins de financement" du Gouvernement du Sud-Soudan – indiquent clairement pourquoi le gouvernement conçoit le développement agricole comme moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté rurale. Les stratégies sont fondées sur le postulat consistant à permettre aux petits producteurs de passer de l'agriculture de subsistance à une agriculture axée sur le marché. Elles visent à atteindre les objectifs spécifiques suivants: hausse des exportations de produits agricoles et réduction du recours aux exportations de pétrole, caractérisées par la volatilité des prix; accroissement de la productivité; amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus agricoles; réduction de la pauvreté rurale; et correction des déséquilibres régionaux. Le développement humain, l'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes et la conservation de l'environnement sont des questions transversales dans les deux stratégies. Toutefois, la part du budget allouée à la réalisation de ces objectifs reste insuffisante: elle représentait 8% du budget du Gouvernement du Sud-Soudan en 2008 et 5% de celui du Gouvernement d'unité nationale en 2006.
- 25. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du Soudan n'est pas encore finalisé. Il existe un DSRP intérimaire, tout comme un cadre général de la stratégie nationale d'éradication de la pauvreté élaboré par le Gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais en 2004. Les deux documents ont en commun les objectifs stratégiques suivants: i) le retour de la paix et la réduction du risque de conflits futurs; et ii) l'obtention d'un impact durable sur la pauvreté et la réalisation de progrès au regard d'autres OMD. La notion de "croissance largement partagée" étaye les stratégies en accord avec les deux axes fondamentaux énoncés dans l'Accord de paix global, à savoir le partage du pouvoir et des richesses.

Harmonisation et alignement

- 26. Le programme de pays en cours financé par le FIDA – décrit aux appendices IV et VI – est généralement conforme aux axes stratégiques des objectifs des deux gouvernements, à savoir la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus. Un meilleur alignement sera réalisé en incluant les mesures à appliquer pour relever les défis liés aux marchés identifiés dans les stratégies des deux gouvernements. Pour l'instant, l'accord entre les objectifs du gouvernement et ceux des projets cofinancés par le FIDA a conduit à la mobilisation de plus de 70 millions d'USD de fonds de contrepartie du gouvernement et de financement parallèle¹¹, pour un montant engagé par le FIDA de l'ordre de 88,5 millions d'USD¹² dans le cadre du COSOP 2002-2008.

¹¹ Le financement de contrepartie est estimé à environ 25 millions d'USD.

¹² Cela fait référence au financement du projet de rétablissement de moyens de subsistance durables dans la région du Gash (GSLRP), du programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan (WSRMP), du projet intégré de développement rural du Butana (BIRDP) et du projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan (SSLDP).

27. L'enquête 2008 sur le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a fait ressortir les caractéristiques suivantes pour le Soudan: seulement 3% de l'aide en faveur du secteur public fait appel aux systèmes de gestion des finances publiques et de passation des marchés du pays; environ 50% de la coopération technique et 45% des analyses réalisées dans le pays sont coordonnées; 44% de l'aide au Soudan est non liée; 19% de l'aide est axée sur les programmes; le gouvernement n'enregistre que 53% de l'aide décaissée; et il y a plus de 100 unités parallèles d'exécution des projets. Les mesures d'amélioration de l'harmonisation et de l'efficacité de l'aide sont examinées ci-après.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

28. Le présent programme de pays couvre environ 1,6 million de personnes, soit 53% de l'objectif de 3 millions de personnes envisagé dans le COSOP 2002-2008¹³. Les résultats du projet de développement rural du Kordofan-Nord (NKRDP) et les deux projets en cours qui sont à plus de mi-parcours – le programme de développement rural dans le Kordofan-Sud et le projet de rétablissement de moyens de subsistance durables dans la région du Gash – indiquent que le programme de pays a contribué à accroître les patrimoines, la sécurité alimentaire et les revenus tirés d'activités agricoles et non agricoles. Par exemple, dans le NKRDP, la superficie consacrée aux semences améliorées a augmenté de 50%, le cheptel de 16 à 30%, les revenus agricoles de 20% et les revenus provenant d'activités non agricoles de 40%. En outre, l'accroissement du revenu moyen dans la zone du projet a atteint 700 USD par habitant, dépassant le revenu moyen des populations rurales et comblant l'écart entre les revenus en milieu rural et urbain. Les résultats des projets en cours sont reproduits à l'appendice IV.
29. Dans le domaine de la concertation, le programme de pays a délaissé les systèmes de production irrigués du Nil au profit des zones pluviales traditionnelles où l'incidence de la pauvreté et des conflits est plus forte. Les réalisations sont notamment les suivantes: i) l'adoption au niveau des États de la législation applicable aux organisations communautaires; ii) la décentralisation des services de vulgarisation; iii) la démonstration du potentiel des IMF gérées par leurs membres et de l'engagement permanent à reproduire le modèle et à l'appliquer à plus grande échelle; iv) le transfert de la gestion de l'eau aux groupes d'utilisateurs, en particulier à des fins de consommation humaine et animale, mais aussi dans les périmètres d'irrigation de crue; et v) les efforts déployés actuellement pour organiser les droits de passage sur les pistes et les parcours à accès ouvert.
30. L'évaluation du programme de pays (EPP) a jugé plutôt satisfaisante la performance globale du portefeuille du FIDA à l'appui du Gouvernement du Soudan. L'évaluation note que le programme de pays doit progresser en termes d'efficacité, de durabilité et d'application à grande échelle de la concertation du projet au niveau national (appendice V).

B. Enseignements tirés

- **Les projets localisés de développement rural intégré sont une approche efficace de la réduction de la pauvreté rurale dans les zones sujettes à la sécheresse et touchées par un conflit.** L'impact sur les revenus des populations rurales pauvres a été obtenu en améliorant la productivité agricole, en créant des activités génératrices de revenus à la saison sèche et en générant des économies par un accès amélioré à l'eau salubre, aux sources d'énergie de remplacement et aux soins de santé primaires. Ces résultats tiennent à un investissement considérable en faveur

¹³ Les conclusions sur le champ d'action devraient être assorties de réserves car seuls le NKRDP récemment achevé et les deux projets en cours qui sont à plus de mi-parcours peuvent être pris en considération.

du renforcement des capacités des services décentralisés de vulgarisation agricole et des organisations communautaires. Le nouveau programme de pays devrait consolider encore de telles capacités organisationnelles et favoriser leur durabilité.

- **L'expérience pratique montre l'importance d'un engagement précoce axé sur le développement dans les zones touchées par des conflits.** Bien que le lancement des projets soit généralement ralenti en raison des opérations de secours, un démarrage rapide permet de créer des organismes publics et des organisations communautaires et de les renforcer de façon à ce qu'ils puissent répondre au surcroît important de demande de services dans le domaine agricole et social quand la situation politique et militaire se sera stabilisée. Les autres enseignements tirés sont notamment les suivants: i) la coopération avec une série d'organismes publics, d'ONG et d'organisations communautaires permet de toucher de façon efficace les communautés des deux côtés du conflit; ii) les communautés ont une immense capacité de mobiliser les ressources nécessaires aux investissements sociaux; et iii) on ne saurait sous-estimer l'importance de la mise en place de relations de confiance, au travers de la prévisibilité de la fourniture de services, de la solidarité sociale et de la présence à long terme.
- **La promotion de l'égalité hommes-femmes est plus efficace quand l'accent est placé sur l'aspect pratique.** Le taux de participation des femmes aux activités économiques des projets est estimé à 40%. Ce taux a pu être obtenu en recrutant des femmes aux postes d'agent de vulgarisation au niveau des municipalités et en sensibilisant les agents de vulgarisation, les notables et les femmes aux questions d'équité des sexes¹⁴. En mettant l'accent sur des mesures pratiques à effet rapide, comme les techniques de nature à alléger la charge de travail, la nutrition et la formation professionnelle, les projets ont permis aux femmes de dégager du temps et de prendre confiance en elles. S'inspirant des réseaux solidaires socialement acceptés, ils ont aussi permis aux femmes d'accroître leurs actifs financiers et leurs revenus.
- **Les activités relatives au changement climatique sont un élément essentiel des opérations menées au Soudan.** Le programme de pays présente de bons dispositifs d'adaptation au changement climatique¹⁵. Les projets en cours comportent systématiquement des mesures liées à l'adaptation au changement climatique, notamment: i) la distribution de variétés végétales précoces; ii) la démonstration des techniques de collecte de l'eau; iii) la **cartographie** systématique des ressources naturelles à l'appui de la formulation de stratégies de gestion des ressources naturelles au niveau des États; et iv) la protection de la couverture végétale en encourageant l'utilisation de cuisinières à gaz, la foresterie communautaire et l'aménagement des parcours. Vu la gravité du changement climatique à long terme au Soudan, il faudrait s'attacher à élaborer des dispositifs de préparation aux catastrophes et d'interventions rapides aux événements climatiques extrêmes (sécheresse, inondation) dans les projets en cours et futurs et à envisager des mesures pour atténuer les effets du changement climatique.

¹⁴ Le NKRDP a élaboré un programme de formation sur l'égalité des sexes et le développement qui est utilisé dans la formation du personnel affecté aux projets, des notables et des femmes dans le cadre de projets nouveaux et en cours.

¹⁵ Penny Urquhart (2008). Examen du soutien du FIDA aux activités relatives au changement climatique: études de cas réalisées au Soudan. Projet de rapport pour la Division consultative technique, décembre 2008.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

31. Le COSOP 2002-2008, en accord avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, a tenu effectivement compte de la nécessité: i) d'accroître les intrants et la productivité des activités agricoles en améliorant l'accès à des services de vulgarisation et de financement rural décentralisés; ii) d'accroître les revenus provenant d'activités non agricoles grâce à des techniques de nature à alléger la charge de travail, à la formation professionnelle pour les femmes et au financement rural; et iii) de fournir de l'eau et des services sociaux par le biais de la participation communautaire et la mise en place de fonds d'initiative communautaire; et iv) d'atténuer les conflits en rapport avec les ressources naturelles grâce à la gestion de l'eau, au développement des pistes et des parcours (voir l'appendice IV).
32. L'avantage comparatif du FIDA au Soudan tient aux éléments suivants: i) son aptitude à travailler avec un vaste réseau d'organisations communautaires et de services de vulgarisation décentralisés; ii) un projet pivot et une équipe gouvernementale qui partagent la même vision du développement humain et économique; et iii) une série de modèles d'entreprise/opérationnels qui peuvent être appliqués à plus grande échelle, comme le personnel paraprofessionnel communautaire, la privatisation de l'approvisionnement en intrants, les organisations de microfinancement administrées par les membres et la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau. Le fait que le concours du FIDA est désormais admis à bénéficier d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette permet aussi au nouveau programme de pays de travailler avec une plus grande diversité d'organismes publics et privés afin d'adapter, de reproduire et d'appliquer à plus grande échelle des solutions efficaces, en prêtant attention à l'efficacité et à la durabilité de telles solutions.

B. Objectifs stratégiques

33. Comme le contexte national continue de se caractériser par la pauvreté des masses, de multiples risques et l'engagement du gouvernement en faveur du développement agricole, le COSOP 2009-2012 mettra l'accent sur la création de la base d'actifs financiers et sociaux des populations rurales pauvres pour permettre à celles-ci d'améliorer leur capacité d'adaptation et leur faculté à peser sur les décisions politiques qui les concernent. Compte tenu de ce qui précède, le COSOP a pour finalité de contribuer à donner aux ruraux pauvres, hommes et femmes, les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus et leur résistance aux chocs. Les objectifs stratégiques sont au nombre de trois: i) renforcement de la capacité des organisations de producteurs à participer à la planification et au suivi des politiques en faveur du développement agricole durable; ii) amélioration de l'accès des populations rurales pauvres aux services agricoles (approvisionnement en intrants, conseils techniques); et iii) amélioration de l'accès des ruraux pauvres, hommes et femmes, aux marchés et aux services de microfinancement. Le programme de pays contribuera ainsi à deux résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement: développement économique durable et renforcement du tissu social.
34. **Objectif stratégique 1: Renforcement de la capacité des organisations de producteurs à participer à la planification et au suivi des politiques en faveur du développement durable.** Les organisations communautaires et de producteurs, ainsi que les administrations des États sont les principaux agents de la reproduction de modèles efficaces de réduction de la pauvreté. Il s'agit de renforcer la représentation des organisations communautaires, des coopératives, des organisations spécialisées de producteurs et des associations de femmes, de paysans et de pasteurs, et leur capacité à formuler les priorités des populations rurales pauvres et d'assurer la planification et le suivi de réformes favorables aux

pauvres. Le programme de pays appuiera le renforcement des capacités de trois organisations faïtières pour renforcer leur représentation parmi les petits producteurs et leurs qualités de chef de file et leur aptitude à défendre la cause de leurs membres. La participation active de ces organisations à l'élaboration des politiques au niveau fédéral et au niveau des États permettra d'influer utilement sur trois questions de politique générale relevant de l'objectif stratégique 1: les crédits budgétaires alloués au secteur pluvial; le transfert de la gestion de l'eau aux organisations d'utilisateurs; et des services de microfinance durables appuyés par un cadre politique porteur.

35. **Objectif stratégique 2: Amélioration de l'accès des populations rurales pauvres aux services agricoles.** Les projets en cours ont mis au point des modèles de vulgarisation décentralisés pour les services relevant des secteurs public et privé. L'adaptation de ces modèles dans un but d'efficacité et de durabilité relève de la supervision des projets en cours. La reproduction de ces modèles devrait être progressivement financée par le gouvernement, d'autres donateurs et le secteur privé. Le regroupement et la reproduction de ces services devrait permettre à 30% de producteurs, hommes et femmes, situés dans des municipalités/districts visés par les projets financés par le FIDA à accéder aux services agricoles. En outre, les mesures relatives à la préparation aux catastrophes, à la sécurité alimentaire et aux interventions rapides seront introduites dans les projets en cours et futurs, pour permettre aux populations rurales pauvres d'accroître leur résistance aux chocs.
36. **Objectif stratégique 3: Amélioration de l'accès des ruraux pauvres, hommes et femmes, aux marchés et au microfinancement.** Quatre types d'interventions bénéficieront d'un appui: i) construction/remise en état de voies de desserte rurale, qui induisent une forte baisse des coûts du transport entre le lieu de production et les zones desservies/les marchés; ii) appui aux activités agroalimentaires et de stockage qui accroissent la valeur ajoutée; iii) constitution de groupements de producteurs en vue de réduire les coûts de transaction et, dans la mesure du possible, de raccourcir les filières; et iv) renforcement des capacités des organisations de microfinancement et accroissement de leur rayon d'action aux zones rurales. En l'occurrence, le programme de pays appuiera le renforcement des capacités des *sandouqs*, la restructuration des banques publiques afin de développer les services de microfinance en milieu rural, et la mise en place et le développement d'IMF suivant les meilleures pratiques dans les zones rurales.
37. **L'approche adoptée.** Le programme de pays adoptera une approche du développement rural intégré qui s'articule autour des axes suivants: i) consolidation des projets en cours pour en renforcer l'impact et la durabilité; ii) renforcement des composantes commercialisation et microfinancement dans les projets en cours; iii) recherche systématique de complémentarités et de partenariats avec les opérations en cours dans les zones de projet; iv) rééquilibrage des investissements en faveur du renforcement des capacités et des activités productives; v) égalité des sexes; et vi) extension du programme de pays aux nouvelles zones non irriguées. Cette approche se retrouve dans la réserve de projets présentés à l'appendice VI. Le succès de la mise en œuvre de cette approche repose sur le principe de la mobilisation de cofinancement additionnel auprès d'autres donateurs.
38. **Durabilité.** L'évaluation de programme de pays a recommandé que la durabilité soit intégrée dans les axes stratégiques du programme de pays.
- a) Pour les projets en cours, l'exécution sera réajustée de façon à: i) affecter des ressources à l'appui du renforcement des capacités des organisations communautaires en matière de pratiques de gestion; ii) mettre en place des mécanismes de recouvrement des coûts, le cas échéant, pour les services de vulgarisation agricole; iii) renforcer les capacités des producteurs et des organisations communautaires à appliquer et à faire exécuter les règles en matière d'environnement et d'utilisation convenue des sols; et iv) utiliser la

gestion participative de l'eau comme facteur clé de la conservation de l'environnement. Ces mesures renforceront la durabilité qui relève de l'objectif stratégique 2, où les résultats des projets en cours sont concentrés.

- b) Pour les nouveaux projets relevant du COSOP 2009-2012, les stratégies de durabilité tiendront compte de quatre éléments clés: i) le recouvrement des coûts liés à la couverture et à la prestation de services; ii) la fédération d'organisations communautaires et leurs relations avec les secteurs public et privé et les ONG dès le démarrage du projet; iii) l'inclusion dans le budget du projet d'une période de transition et d'un fonds destiné à la reproduction et à l'application à plus grande échelle des activités relatives aux projets; et iv) l'identification des principaux jalons au cours de l'exécution du projet pour évaluer la durabilité des projets et pour prendre des mesures correctives en conséquence.

C. Perspectives d'innovation

39. Les principaux domaines d'innovation relèvent des objectifs stratégiques 2 et 3. Dans le cadre de l'objectif stratégique 2, de nouvelles solutions sont nécessaires pour: i) financer les dépenses récurrentes afférentes aux services publics de vulgarisation; et ii) identifier, mettre à l'essai et reproduire un ensemble de techniques qui améliorent la productivité et permettent une adaptation au changement climatique, comme les technologies d'amélioration de la fertilité des sols, la gestion du bétail et des parcours dans les zones touchées par la sécheresse, une conservation rentable de l'environnement et des activités agroalimentaires efficaces sur le plan énergétique. Dans le cadre de l'objectif stratégique 3, de nouvelles solutions sont nécessaires pour: i) aider les collectivités locales à répondre à la demande de couverture des réseaux routiers malgré les conflits relatifs à l'accès aux ressources budgétaires locales et les crédits limités alloués à l'exploitation et à l'entretien; et ii) aider les producteurs à obtenir des prix à la production plus élevés.

D. Stratégie de ciblage

40. La stratégie de ciblage est conforme à la politique du FIDA en la matière. Compte tenu de la nature multipartite de la gouvernance des ressources naturelles et des marchés, une approche de ciblage de tous les ménages sera suivie. Les méthodes d'autociblage fondées sur les modes de subsistance serviront à acheminer proportionnellement davantage de ressources aux ménages plus pauvres (petits exploitants, ménages dirigés par une femme et ménages de rapatriés). On peut citer comme exemple d'application du ciblage reposant sur les moyens de subsistance la redynamisation du secteur de la gomme arabique (voir l'appendice VI). Dans le cadre de la promotion de l'équité entre les sexes seront adoptés les instruments concluants testés au titre du COSOP 2002-2008, à savoir des mesures de sensibilisation, de renforcement des capacités des notables et des femmes et la fixation d'un quota favorisant la participation des femmes. Géographiquement, le programme sera axé sur les systèmes de production pluviale, qui viennent s'ajouter aux plaines, aux zones collinaires arides et aux zones agroécologiques de la ceinture verte du Sud-Soudan.

E. Articulation au niveau des politiques

41. Le programme d'élaboration des politiques correspond à l'objectif stratégique 1. La concertation reposera sur l'établissement d'une feuille de route pour l'engagement politique avec les deux gouvernements, qui déterminera les résultats attendus de la concertation, les parties prenantes concernées, les partenariats requis et les ressources nécessaires. Le FIDA participera aussi aux principales instances de discussion, comme le groupe de gestion des ressources naturelles du Gouvernement du Sud-Soudan et les groupes de travail du Programme de relance

agricole¹⁶ dans le Gouvernement d'unité nationale ainsi que le forum sur le microfinancement au Sud-Soudan et son homologue dans le Nord. Le FIDA fera connaître aux instances de concertation les réalités des projets et les fera bénéficier des enseignements tirés des partenariats avec les organisations de producteurs. À ce propos, la participation des représentants de l'organisation faîtière des producteurs à la supervision des projets sera sollicitée systématiquement, surtout pour les projets où les preuves de l'impact potentiel des changements d'orientation peuvent être évaluées et documentées.

V. Gestion du programme

A. Suivi du COSOP

42. Depuis 2006, un atelier d'examen de la mise en œuvre du programme a lieu une fois par an. L'ordre du jour de l'atelier comportera désormais un examen de la performance des projets et des activités hors prêts au regard du cadre de résultats du COSOP. Un examen à mi-parcours du COSOP est prévu pour fin 2010. Une évaluation du COSOP à l'achèvement aura lieu en 2012 pour guider l'élaboration d'un nouveau programme de pays. Les résultats du COSOP feront l'objet d'un suivi grâce au rapport annuel du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, et ce pour l'ensemble des projets.

B. Gestion du programme de pays

43. **Gestion de la performance.** L'équipe de gestion du programme de pays (EGGP) englobe les gouvernements participants, les directeurs de projet et les représentants des organisations de producteurs. Ses principales tâches sont les suivantes: i) superviser directement la performance du programme; ii) assurer le suivi et documenter les résultats, l'impact et la durabilité des projets; iii) assurer la relance des paiements, par le Gouvernement du Soudan, des frais de service du prêt dans les délais prescrits; et iv) mobiliser les ressources destinées au cofinancement et au renforcement des capacités. L'unité centrale de coordination des projets cofinancés par le FIDA a été créée en 1998 au sein du Ministère de l'agriculture et des forêts du Gouvernement d'unité nationale et représente un membre clé de l'EGGP. Elle continuera à assurer la relance du paiement des fonds de contrepartie et à faciliter la passation des marchés; elle renforcera en outre sa propre aptitude à favoriser le démarrage, la gestion et la clôture efficaces des projets. L'unité continuera à convoquer les coordonnateurs de projet tous les trois mois pour examiner et résoudre les problèmes récurrents rencontrés dans la mise en œuvre. En outre, la présence sur le terrain a été renforcée en détachant la chargée de programme de pays sur place à compter de 2009. Les principaux domaines qui nécessitent une gestion proactive de la part de l'EGGP pour améliorer la performance globale du programme sont les suivants: i) renforcement de l'efficacité et réduction des retards dans le démarrage; ii) amélioration de la gestion financière, de la passation des marchés et de l'audit; et iii) suivi-évaluation (S&E) efficace axé sur les résultats.
44. **Activités hors prêts.** Les fonds au titre du guichet-pays pour les dons de faible montant serviront à appuyer les activités suivantes: i) programmes de renforcement des capacités sur la gestion financière, la passation des marchés, le S&E et les mécanismes d'apprentissage; ii) soutien à une fonction de repérage des innovations pour trouver des solutions (voir la section IV, partie C); iii) soutien à l'évaluation de l'impact des concessions pétrolières sur l'environnement et les moyens de subsistance; iv) fonds destinés à constituer le capital de lancement pour la reproduction des activités réussies de certains projets; et v) soutien aux travaux d'analyse des politiques.

¹⁶ Les groupes de travail suivants présentent un intérêt particulier: i) lutte contre la pauvreté sous la houlette du Ministère des affaires sociales; ii) réformes institutionnelles et juridiques sous la houlette du Ministère de la justice; et iii) productivité agricole sous la houlette du Ministère de l'agriculture et des forêts.

C. Partenariats

45. Les partenariats avec les deux gouvernements seront renforcés pour améliorer l'efficacité et la durabilité du programme de pays. Pour encourager encore la mise en pratique au Soudan de la Déclaration de Paris, le FIDA s'engage à: i) utiliser les systèmes nationaux de gestion des finances publiques et de passation des marchés car ils ont été renforcés¹⁷; ii) intégrer les modalités d'exécution du projet au sein des organisations publiques et privées et des organisations de producteurs existantes; iii) coordonner l'assistance technique et les travaux d'analyse des politiques avec les organismes gouvernementaux et donateurs; et iv) soutenir la mise en place d'un cadre d'évaluation de la performance permettant le suivi de l'aide au développement au Soudan.
46. Dans le cadre de l'objectif stratégique 1, le FIDA soutiendra les organisations communautaires et de producteurs dans leur activité de plaidoyer en faveur d'une révision des politiques (voir la section IV, partie E). Les instruments de financement sont, en l'occurrence, les dons d'assistance technique et les fonds supplémentaires. Les principaux partenaires sont la FAO, la Commission européenne, l'Ambassade royale des Pays-Bas, et les associations de femmes, de paysans et de pasteurs. En outre, le FIDA compte apporter un soutien permanent au forum sur le microfinancement organisé par la Banque centrale du Soudan en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Il s'efforcera aussi d'apporter un soutien semblable au forum sur le microfinancement du Sud-Soudan. On trouvera dans le dossier clé 3 les synergies possibles avec les projets en cours financés par des donateurs.
47. Dans le cadre de l'objectif stratégique 2, le FIDA va créer des partenariats avec l'Organisation arabe de développement agricole, le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA), la FAO et les ONG œuvrant dans le secteur agricole dans l'optique de recueillir de bonnes pratiques pour le transfert de technologies appropriées et des systèmes de vulgarisation efficaces et de les diffuser dans le cadre des projets en cours. S'agissant de la préparation aux catastrophes, le FIDA travaillera en étroite collaboration avec la FAO, le PNUD et le Programme alimentaire mondial pour assurer le suivi des risques et prendre des mesures de prévention en conséquence. Les instruments sont les suivants: i) financement supplémentaire accordé par d'autres donateurs à l'appui des projets en cours pour favoriser l'adaptation et la reproduction des activités réussies de certains projets; ii) concours supplémentaire du Fonds pour l'environnement mondial en faveur de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets; et iii) réaffectation des fonds du FIDA dans des projets en cours pour favoriser un transfert des technologies et des services de vulgarisation efficaces.
48. Dans le cadre de l'objectif stratégique 3, le FIDA œuvrera à concrétiser des partenariats avec, notamment, la Banque africaine de développement, l'Office arabe pour les investissements et le développement agricoles, la Commission européenne, le Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les organisations spécialisées de producteurs et le secteur privé. Le principal instrument est, en l'occurrence, le cofinancement de projet.

D. Gestion des savoirs et communication

49. La pierre angulaire de la gestion des savoirs et de la communication est un système de S&E efficace qui permet de recueillir et de documenter les connaissances et de les transmettre aux réseaux concernés. Les principales activités qui relèvent de la gestion des savoirs et de la communication sont les suivantes:

¹⁷ La Banque mondiale fournit l'essentiel de l'appui au Gouvernement d'unité nationale et au Gouvernement du Sud-Soudan dans ce domaine.

- a) Dans le cadre de l'objectif stratégique 1, les connaissances acquises lors de l'exécution du projet servent à influencer sur la formulation et la mise en œuvre des politiques, et cela à travers la mise en place d'un S&E axé sur les résultats et une analyse conjointe des politiques.
- b) Dans le cadre des objectifs 2 et 3, la recherche de bonnes pratiques pour exploiter les possibilités d'innovation identifiées à la section IV, partie C ci-dessus prendra la forme d'une consultation des communautés de pratiques créées par le FIDA pour la conception des projets, le réseau régional Karianet qui assure la liaison entre les projets financés par le FIDA et par le Centre de recherches pour le développement international dans la région, et les réseaux d'équipes de programme de pays.

E. Cadre de financement SAFF

50. L'allocation annuelle pour le programme de pays au Soudan au titre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFF) s'élève à 8,8 millions d'USD. Ces ressources serviront à financer les deux projets d'investissement figurant à l'appendice VI et les dons mentionnés à la section V, partie B. Il est important de noter ici que la contribution du FIDA sera conforme aux modalités de financement révisées (y compris le système de "signalisation" du Cadre pour la soutenabilité de la dette) et au montant alloué au titre du SAFF.
51. L'EGPP mettra en œuvre les mesures suivantes pour améliorer les notes relatives à la performance du projet et du secteur: i) accélération de l'entrée en vigueur et du démarrage des projets grâce à une conception améliorée; ii) renforcement des capacités de gestion de projets et de S&E; iii) supervision de l'efficacité, de l'impact et de la durabilité des projets et proposition d'améliorations en conséquence; et iv) soutien aux organisations de producteurs dans leur dialogue avec le gouvernement. Les trois domaines d'action identifiés dans le cadre de l'objectif stratégique 1 relèvent des domaines du secteur rural qui ont obtenu une mauvaise note dans le SAFF, comme indiqué au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFF pour la première année du COSOP

<i>Indicateur</i>	<i>COSOP Année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural	
Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	3,5
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,25
Accès à la terre	2,5
Accès à l'eau à usage agricole	2,5
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	2,12
Climat des investissements pour les entreprises rurales	2,66
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	2,33
Accès à l'éducation dans les zones rurales	3,66
Représentation des femmes	3,5
Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	2
Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	2
Moyenne des notes cumulées	2,8
Note projets à risque (PAR) 2007	4
Indice d'affectation des ressources de l'IDA	2,51
Note du pays (2007)	3,945
Allocation annuelle (en millions de dollars des États-Unis) (trois ans)	8,8

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	3	2,49	-28%
Hypothèse de base	4	2,79	0%
Hypothèse haute	5	3,09	32%

F. Risques et gestion des risques

52. Les risques majeurs sont au nombre de cinq:

- a) Accumulation d'arriérés. Selon les projections, le paiement des frais de service du prêt est de l'ordre de 5 millions d'USD par an. Le risque d'arriérés est géré par le paiement mensuel en versements égaux de 0,40 million d'USD par le Gouvernement soudanais. Malgré les contraintes économiques prévues en raison de la baisse des recettes, le gouvernement a donné la priorité au prêt au FIDA. Le paiement des frais de service du prêt dans les délais prescrits est un des indicateurs utilisés pour évaluer la performance de l'EGPP.
- b) Cofinancement infructueux. Le COSOP 2009-2012 repose sur le principe de la mobilisation de ressources supplémentaires que devront fournir le gouvernement et d'autres donateurs. Le FIDA lancera un appel au cofinancement au début du cycle de projet pour concrétiser le plan de financement. La situation du cofinancement sera évaluée dans le cadre de l'examen annuel du COSOP, et des mesures correctives seront prises en conséquence.
- c) Réduction des dépenses publiques allouées au secteur agricole. Ce risque guide la concertation sur le sujet de l'allocation budgétaire au secteur agricole en général et à l'agriculture pluviale en particulier. Il souligne l'importance de la formation de coalitions avec les organisations de producteurs et les ministères concernés visant à promouvoir les investissements en faveur du secteur pluvial pour réaliser les objectifs des stratégies de développement agricole des deux gouvernements.
- d) Catastrophes naturelles sous forme d'inondations ou de sécheresses. À mesure que le FIDA développe ses capacités dans le domaine du changement climatique, les projets feront l'objet d'une protection contre les aléas climatiques. En outre, étant donné que les projets en cours sont situés dans des zones sujettes à la sécheresse et aux inondations, tout comme les projets futurs, des mesures de préparation aux catastrophes et d'intervention rapide seront revues dans les modalités d'exécution et de conception.
- e) Insécurité. Les zones couvertes par les projets sont exposées à la reprise ou à l'intensification des conflits. La stratégie de gestion des risques mise avant tout sur la mobilisation d'investissements dans le développement pour parer aux risques de conflit. En cas de conflit et d'insécurité, les projets s'inspireront de l'expérience du programme de développement rural dans le Kordofan-Sud, aux termes duquel les activités sont réduites pour privilégier les secteurs prioritaires (intrants agricoles, services vétérinaires et systèmes d'approvisionnement en eau), et d'autres modes de prestation de services sont adoptés, comme des institutions traditionnelles et des ONG nationales et internationales. Les opérations dans les zones de conflit seront étroitement coordonnées avec les missions des Nations Unies et leurs organismes d'exécution.

COSOP consultation process

1. The COSOP formulation started in April with the design workshop, which took place in Khartoum from 6th to 10th April 2008. The main objective of the workshop was to build on the CPMT experiential knowledge to develop a guiding framework for the COSOP. The workshop participants represented the organizations that are members of the CPMT i.e. representatives from the GoNU (Ministries of Finance and National Economy, Agriculture and Forestry, Animal Resources and Fisheries, Microfinance Unit of the Central Bank of Sudan), GoSS (Ministry of Finance, Ministry of Animal Resources and Fisheries), the on-going projects, the States (Agricultural Committee of the Legislative Council of North Kordofan and the State Ministry of Agriculture in North Kordofan), partner banks (Agricultural Bank of Sudan and Savings and Social Development Bank), member organizations (Unions of Women, Farmers and Pastoralists), UN (FAO and UNDP), IFIs (World Bank). In total about 30 participants regularly attended the workshop. Participants represented middle management and the professional staff involved in investment operations at Government and project level. The formulation workshop was inaugurated by Dr. Lual Deng, State Minister, Ministry of Finance and National Economy. It also hosted Mr. Abdelatif Egemi, Undersecretary, Ministry of Agriculture and Forestry.
2. The workshop successfully brought together a wide range of stakeholders with extensive knowledge of rural poverty issues in Sudan, and in-depth knowledge of Government and IFAD systems (including project implementation). The workshop introduced an innovative combination of three analytical tools, the Livelihoods Analysis, the Creative Problem Solving (CPS) and the challenge clarification. In preparation of the workshop, a guiding note and a questionnaire on the challenges faced by the rural poor were shared with the CPMT members, with the request that they identify the most important challenges and obstacles they believed the rural poor faced in their respective areas of intervention, leaving the possibility for suggesting other challenges. The challenges identified belonged to a wide range of realms, including governance, natural resources, markets and technology. The participants were successful in the development of the profile of the rural poor, future scenarios for the evolution of the poverty profile and in the identification of the main threats and challenges facing the livelihoods of the rural poor, thus providing valuable inputs to the development of a COSOP guiding framework.
3. The following recommendations emerged from the workshop:
 - **Strategic objectives.** Income increase was prioritized as the main challenge for the rural poor. Given the uncertainty characterizing the immediate future, the country programme should aim to contribute to increase the incomes of the rural poor as well as to strengthening their resilience to possible climatic or security shocks.
 - **Approach.** The Agricultural Revival Programme and the forthcoming PRS of the GoNU (which is scheduled for consultation in May 2008) provide an institutional anchor to the COSOP in the Northern part of Sudan. It also shapes a multi-pronged approach for the country programme 2009-2012: (i) ensuring the sustainability in line with the CPE and the Ministry of Agriculture and Forestry (MOAF) assessment of the performance of the on-going country programme; (ii) replication and up-scaling of the effective solutions implemented in the on-going and past projects that respond to the objectives of the Agricultural Revival Plan; (iii) piloting new responses to the market challenges. It also appeared from the discussion with the participants that disaster preparedness plans should be incorporated in on-going and future projects to respond to environment and security shocks. IFAD should also find about equivalent institutional

and investment programmes similar to the Agriculture Revival Programme in GoSS; this would also provide the framework for alignment of the country programme in the Southern part of Sudan. This framework for the GoSS was since identified as the Expenditure Priorities and Funding Needs and the Southern Sudan Food Security Action Plan and Strategic Plan for the Livestock and Fisheries sectors.

- **Principle of engagement.** IFAD will need to invest seriously in building partnerships for the replication/ up-scaling of effective solutions as well as for piloting new solutions. IFAD– similar to the other enabling agencies participating in the workshop – has a gap in effective solutions to facilitate the market access of the rural poor. Partnership building will need to draw on effective skills in communication, scouting and on effective management.
4. Further consultation on the country programme strategy have taken place during the period November 2008 to February 2009 where the strategy was discussed with the representatives of the Farmers Union, the Pastoralists Union, the Women’s Union, NGOs such as the Society for Environmental Conservation, the Ministry of Agriculture and forestry in GoNU and the economic cluster Ministries in GoSS, selected group of donors involved in the agricultural sector. The draft COSOP was presented to the UNCT on 17th February 2009 and then to the country programme stakeholders on the 26th February following the discussion of the CPE findings and recommendations.
 5. These discussions pointed to the following issues:
 - a. The objectives of the COSOP, the policy dialogue agenda and the project approach are relevant. Participants also cautioned that the policy dialogue and policy proposals should be built from the bottom up.
 - b. The resources available for the country programme are not commensurate with the needs in Sudan and with the challenges for peace building.
 - c. The need to revise the proposed pipeline of projects in accordance with resources available.
 - d. The opportunity to allow producers’ organizations to participate in the design, implementation and monitoring of project activities.
 - e. There is also a need to strengthen partnerships and the flow of communication between IFAD and concerned ministries in GoNU and GoSS so that all sectors related to agriculture are represented in the consultations.
 - f. The Government counterparts pointed to the need for their respective ministries to allocate financial resources for their participation in design and supervision missions.
 6. The CPMT composition for the Sudan programme is as follows:
 - a. In North Sudan, it is composed of the representatives of the International Cooperation Directorate in the Ministries of Finance and National Economy and the Ministry of Agriculture and Forestry, the senior coordinator for the IFAD co-financed projects, the coordinators of the on-going projects, the representatives of the Farmers’ Union, the Pastoralists Union and the Women’s Union.
 - b. In South Sudan, it is composed of the representatives of the economic cluster ministries, the focal person for the Southern Sudan Livelihoods Development Project (SSLDP) and the project director of the SSLDP when recruited.

Country economic background

SUDAN

Land area (km2 thousand) 2006 1/	2 376	Arable land as % of land area 2006 1/	8.2
Total population (million) 2006 1/	37.71	Forest area as % of total land area 2006 1/	28.4 a/
Population density (people per km2) 2006 1/	16	Irrigated land as % of cropland 2006 1/	10.2 a/
Local currency Sudanese Pound (SDG)		Land area (km2 thousand) 2006 1/	2 376
Social Indicators		GNI per capita (USD) 2006 1/	800
Population (average annual population growth rate) 2000-2006 1/	2.0	GDP per capita growth (annual %) 2006 1/	9
Crude birth rate (per thousand people) 2006 1/	32	Inflation, consumer prices (annual %) 2006 1/	7
Crude death rate (per thousand people) 2006 1/	10	Exchange rate: USD 1 = SDG	2.19
Infant mortality rate (per thousand live births) 2006 1/	61	Economic Indicators	
Life expectancy at birth (years) 2006 1/	58	GDP (USD million) 2006 1/	37 442
Number of rural poor (million) (estimate) 1/	n/a	GDP growth (annual %) 1/	
Poor as % of total rural population 1/	n/a	2000	8.4
Total labour force (million) 2006 1/	10.66	2006	11.8
Female labour force as % of total 2006 1/	25	Sectoral distribution of GDP 2006 1/	
Education		% agriculture	32
School enrolment, primary (% gross) 2006 1/	66	% industry	29
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2006 1/	n/a	% manufacturing	6
Nutrition		% services	39
Daily calorie supply per capita	n/a	Consumption 2006 1/	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 2/	43	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	16
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 2/	17	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	70
Health		Gross domestic savings (as % of GDP)	14
Health expenditure, total (as % of GDP) 2006 1/	3.8 a/	Balance of Payments (USD million)	
Physicians (per thousand people)	0.3	Merchandise exports 2006 1/	5 657
Population using improved water sources (%) 2004 2/	70	Merchandise imports 2006 1/	8 074
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Balance of merchandise trade	-2 417
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	34	Current account balances (USD million)	
Agriculture and Food		before official transfers 2006 1/	-6 987
Food imports (% of merchandise imports) 2006 1/	13.0 a/	after official transfers 2006 1/	-4 722
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2006 1/	25.8 a/	Foreign direct investment, net 2006 1/	3 534
Food production index (1999-01=100) 2006 1/	116	Government Finance	
Cereal yield (kg per ha) 2006 1/	718	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2006 1/	n/a
Land Use		Total expenditure (% of GDP) 2006 1/	n/a
		Total external debt (USD million) 2006 1/	2 073
		Present value of debt (as % of GNI) 2006 1/	77
		Total debt service (% of GNI) 2006 1/	1
		Lending interest rate (%) 2006 1/	n/a
		Deposit interest rate (%) 2006 1/	n/a
			800

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2008

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2007-2008

COSOP results management framework

Country strategy alignment	Key Results for COSOP			COSOP Institutional/Policy objectives (in partnership mode)
Poverty reduction strategy (PRS) Targets	Strategic Objective	COSOP outcome indicators related to the strategic objectives (from projects/programmes)	COSOP milestone indicators showing progress towards strategic objective	
<p>Overall goal: Growth through rural and agricultural development:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Higher agricultural exports; o Increased productivity and food security; o Improved agricultural incomes; o Regional imbalances redressed. <p>Baseline: estimated rural per capita income is USD 100 in southern Sudan and USD 500 in Northern Sudan.</p>	<p>Overall goal: contribute to empower the rural poor to increase their food security, incomes and resilience to shocks.</p> <p>Outreach target: 2.5 million persons. Target: increase of rural incomes from USD 500/ capita to USD 800/ capita</p>			<ul style="list-style-type: none"> - Sustained and increasing investments for social and productive services in conflict affected areas. - Increased GoNU and GoSS budgetary support to the rainfed agriculture sector.
<p>1. GoNU EPAR: Developing enabling policies for sustainable agricultural development; GoSS EPFN: support the emergence of a vibrant private sector that would be the provider of productive and marketing services to small holders.</p> <p>Baseline: inadequate policies on land tenure, water governance, marketing in Northern Sudan; on-going formulation of land policy, seed policy, private sector policy in southern Sudan.</p>	<p>1. SO1: Increased participation of producers' organizations in planning and monitoring agricultural policy</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of pro-poor legislation and regulations enforced at the state and federal levels. - At least 3 apex producers' organizations strengthened. 	<ul style="list-style-type: none"> - Effective devolution of water management in project areas; - Microfinance policy emphasizes alternative collateral, removes cap on interest rates, and clarified regulation of MFIs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organization by GoNU and GoSS of policy space at state and federal level for discussions with producers' organizations on policy design and monitoring.
<p>2. GoNU EPAR: Development of agricultural support services; GoSS EPFN: improve food security in rural hhd's by 20%. by 2011</p> <p>Baseline: Food insecurity affects about a third of households.</p>	<p>2. SO2: Increased access of the rural poor women and men to agricultural services.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Producers access agriculture services increases from 10-20% to 30% in project areas. - 50% producers are women. 	<ul style="list-style-type: none"> - At least 70% beneficiary farmers (women and men) use one of the following: improved seed varieties, veterinary services, soil and water conservation techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Government and producer organizations allocate sufficient resources to extension services. - Affirmative action in place to recruit women extension agents.
<p>3. GoNU EPAR: Building capacity of producers; and GOSS EPFN: assist at least 20% of producers to access markets by 2011.</p> <p>Baseline: predominantly subsistence agriculture and barter trade.</p>	<p>2. SO3: Increased access of the rural poor women and men to markets and to microfinance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - At least 20% producers' access markets in project areas. (Baseline to be calculated). - Producers access to microfinance in project areas increases from 10% to 30%. - 50% beneficiaries are women. 	<ul style="list-style-type: none"> - Approx 200 km of roads constructed in project areas. - Approx 350 community organizations engaged in marketing in project areas. - Performance of 80 sanduqs improved in S & N Kordofan. - 1 state owned bank downscale services in project areas; establishment of at 1 apex member based microfinance institution. 	<ul style="list-style-type: none"> - State governments issue clear policies and procedures for management and maintenance of rural feeder roads. - Government decontrols Gum Arabic marketing. - Central Bank of Sudan and Bank of Southern Sudan adopt an enabling microfinance policy and regulation.

Previous COSOP results management framework

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>A Country Strategic Goals: Draft PRSP (2000-2001).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Priority to agricultural development and food security • Create employment opportunities in the agricultural and services sector • Ensure rational utilization of natural resources • build strategic partnerships with potential donors • Improve implementation mechanisms and widen participation process to include public and private groups, civil society and NGOs. 	<p>Economy</p> <ul style="list-style-type: none"> • GDP: 13.6 (US\$ billion) • GDP growth rate: 6.1 % (2001) • External debt USD21.9 billion or 143.9% of GDP • Contribution of agriculture to GDP 46 % (2000) • Per capita income \$340 in 2001 • <p>Poverty</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extreme poverty, rural 85% (UNDP 1991) • Average per capita rural income: USD 145 	<p>Economy</p> <ul style="list-style-type: none"> • GDP : 37 (US\$ billion) in 2006 • GDP growth rate: 11% (2006) • External debt as 91% of GDP (2005) • Contribution of agriculture to GDP 32% (2006) • GNI per capita: \$800 (2006). <p>Poverty</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extreme poverty, rural 60.9% • Extreme poverty, urban 36.5% • Estimate of rural income per capita: USD 500 	<ul style="list-style-type: none"> • Despite sustained GDP growth and improvement in the overall fiscal situation, there has been a noticeable decrease in the poverty incidence. However, the HDI index increased by 3% only reflecting limited change in the social indicators (health, education, drinking water and sanitation), and the share of agriculture in the total GDP has decreased. • The Comprehensive Peace Agreement was signed in 2005. However, conflicts and displacement of population continued and are causing major disruption of rural poor livelihoods. Conflict management is incorporated in the country programme activities and is specifically linked to the management of water resources in areas of dispute between pastoralist and settled communities.
<p>B. COSOP Strategic Objectives:</p> <p>Goal: Improve the living conditions of 3 million rural poor in rainfed agriculture areas, particularly in central-west and eastern region</p> <p>Approach: Geographic concentration and focus on rainfed sector to develop leverage, enhance impact and facilitate implementation support.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Concentration on the rainfed sector to reach a larger number of poor households at a more affordable cost compared to the projects in irrigated sector. • The strategy of geographical concentration was appropriate. 	<ul style="list-style-type: none"> • Approx 1.6 million persons reached. • Income of beneficiaries range between USD 250 per capita in conflict affected area (household survey 2008 in SKRDP) to 640 USD per capita in drought prone area (NKRDP impact assessment study). This still constitutes approximately by 25% to 60% with larger gains in the conflict affected areas with high agricultural potential. • Physical coverage still wide, with ambitious outreach targets. • Dilution of resources: approx 25 USD/ beneficiary of applied resources at design. 	<ul style="list-style-type: none"> • Financial gains can be built upon in the new COSOP to enable poor households to shift from subsistence to commercial small-holder agriculture. • Agriculture development leads to income increase. However significant income gains can also be achieved through improvement in off-farm and non agricultural employment. • Resources are too thinly spread to trigger self-sustaining process for change. • An appropriate balance needs to be struck between the resources/ population outreach of the projects/ and change anticipated in

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
			livelihoods to empower the rural poor to overcome poverty. This would require a new way of planning interventions starting from the households' livelihoods and the additional income and resources needed to reduce their rural poverty.
Strategic Objective 1 Support the livelihoods strategies of target groups in rainfed areas	Investments in livestock, income generating activities and water infrastructure are economically profitable and have a better outreach to rural poor and women.	<ul style="list-style-type: none"> The programme has resulted in increased asset ownership, improved food security and increased farm and off-farm incomes: in NKRDP, area cropped with improved seeds increased by 50%, increase by 16-30% livestock herd, increase by 20% farm income, and increase by 40% off-farm income; in SKRDP, women increased home gardens and land cultivated by 36% and 96% respectively whereas men increased land cultivated by 140%. Livestock ownership has increased from 30 to 200% (the highest increase is for goat ownership), increased income by 60%. The strategic location of water points and the tripartite management of these water facilities (community, local government and state government) are providing a replicable tool for conflict mitigation and effective management of water resources. 	<ul style="list-style-type: none"> Livelihood support strategies in drought prone areas and in conflict affected areas differ. In drought prone areas, the focus is on yield stabilization and on increasing off-farm incomes particularly in the dry season; in conflict affected areas endowed with good natural resources, the focus is on improving agricultural productivity, and strengthening community and government capacity to manage resources effectively and resolve conflicts.
Strategic Objective 2 Empower both men and women to fully participate in the development process	<ul style="list-style-type: none"> Promote women's access to decision making at local level as a way to address their strategic needs and to mitigate the effect of cultural factors limiting their presence in the public arena. Build on women's experience in setting-up and managing self-help groups in close collaboration with the IFAD-sponsored Programme of Action to Reach Rural Women in NENA region. 	<ul style="list-style-type: none"> Greater women participation in community organizations where women represent 30% of the committees of community organizations; Women access to extension and microfinance services increased and women account for 40% beneficiaries at least. Decreased burden on women thanks to investments in improved access to water, alternative energy, and small scale forestry. 	<ul style="list-style-type: none"> Community organizations are sustainable when they have an economic asset to manage (such as water facility or microfinance services). However, they require continued capacity building and follow-up to ensure poverty targeting, active participation of women and expansion/improvement of the management of economic activities. Sustainability strategy for these organizations should address: (i) linkages with

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
		<ul style="list-style-type: none"> • Approx 530 community organizations formed through NKRDP, SKRDP, GSLRP and WSRMP. • Approx 173 village sanduqs established in two localities in North Kordofan and 1 central sanduq at locality level in South Kordofan. • In NKRDP and SKRDP, about 50% of these organizations have demonstrated the potential to grow into strong local institutions. More significantly, the basis for the link of local communities to the locality and state level services has been established. • The Community Capability Index is also used as a measure of empowerment. In NKRDP the index has increased from 46 to 64% • Steps taken to devolve natural resources management to users' groups. Progress in this area is undermined by resistance from vested interests and non enforcement of agreed rules. 	<p>private sector and banking institutions; (ii) monitoring by the relevant Government agency; (iii) continuation of capacity building and business advisory services; (iv) where applicable federation of these organizations to gain larger voice in the planning and delivery of social and larger bargaining power in the delivery of marketing or rural finance services.</p> <ul style="list-style-type: none"> • As poverty in the rainfed areas is mostly caused by inadequate policies exacerbated by climatic variability, poverty reduction projects in the rainfed areas should be reform oriented. The experience suggests that projects should – as of design – engage in a process of policy dialogue and action supported by investments in livelihood improvement and institutional development. This is the design approach adopted in GSLRP and BIRDP.
<p>Strategic Objective 3 Promoting good local governance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Management of security risks through the promotion of good local governance. • Expected results consisted of: (i) liaise with partners to ensure pro-poor policy reforms; (ii) streamlined state Government development budgets; (iii) enhanced managerial capacity and accountability. 	<ul style="list-style-type: none"> • 28 Rural Administrative Extension Team, 11 Locality Extension Teams and 2 mobile extension teams established in North and South Kordofan thus covering the whole 2 states with an extension network. • Increased federal allocation to the state development budget since the signing of the CPA, and improvement in the flow of counterpart funding to on-going projects. • In nominal terms, higher budgetary allocation to the rainfed sector (see annex on poverty analysis) 	<ul style="list-style-type: none"> • Investment in decentralization and building the institutional capacity of decentralized extension services proved relevant and effective in expanding the outreach of the extension and microfinance services. • The main assumption for the sustainability of decentralized extension services namely that the revenue base of Locality governments would increase sufficiently to take over financial responsibility for projects, proved ambitious. Alternative cost recovery mechanisms and service delivery channels (alternative to public extension services) need to be explored • Within the decentralization process, an effective and transparent mechanism for revenue transfer

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
			from the centre (federal) to the States and Localities is required especially with regards the financing of recurrent costs (as these are the main costs of an extension service).
C. IFAD performance			
Policy dialogue	<ul style="list-style-type: none"> The main focus for IFAD was the settlement of debt issue as an important prerequisite for policy dialogue leading to effective implementation. Support to PRSP process and to decentralization policy. 	<ul style="list-style-type: none"> Only 2 suspensions during the COSOP period. Progress achieved in : <ul style="list-style-type: none"> Shifting IFAD financing to focus on the traditional rainfed areas away from the Nile based irrigation schemes. Demonstrating that member based sanduq organizations are viable rural MFIs but would require additional capacity building. Internal organization restructuring in ABS to operate microfinance services. Legal framework for registration and operation of community organization. User management of water facilities for domestic and livestock purposes enshrined in a tri-partite agreement between communities, localities and state government in North and South Kordofan. Shift from centralized management to co-management between parastatal and WUAs in the Gash spate irrigation scheme. Decentralized extension services and development of a network of community extension agents. 	<ul style="list-style-type: none"> The PBAS could be strategically used for enhancing the interest of Government to engage in dialogue on policy issues that influence the allocation of IFAD financial resources. This is particularly timely in view of the weak rural sector performance. Policy dialogue and policy reform need to be based on careful stakeholder analysis. Proposed institutional changes should foster equality of agency and accountability. In view of this, policy dialogue and reform needs to be supported by significant investments and close monitoring by Government, civil society and IFAD.
Partnerships and consultation	<ul style="list-style-type: none"> Due to political and arrears problems, most of the donors had to suspend operations in Sudan except IFAD, IsDB, OPEC Fund, Arab Funds and UN humanitarian agencies. 	<p>IsDB and OPEC have been the traditional co-financiers of the IFAD Programme. In the implementation of the projects, traditional partners from civil society include the Pastoralist and Farmers' Union as well as the Women Union.</p> <p>Following the Comprehensive Peace Agreement, IFAD is re-establishing contacts with future key players in the agricultural sector, FAO, EU, World Bank,</p>	Facilitation of strategic partnerships is key to programme management, policy dialogue and replication of investments.

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
		Dutch cooperation, OPEC Fund, IsDB. These relationships were mainly brokered by the Country Presence Officer.	
Portfolio performance	<p>The portfolio review in 2001 reports the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Policy framework not providing incentives to small producers; • Strong elements of beneficiary participation and users' groups investments; • Managerial shortfalls that improved with the location of management units at state level; and staffing of project management units a serious issue in remote areas; • Counterpart funds insufficient and untimely; • Frequent loan suspension has also disrupted flow of funds from donors; • Project implementation through Government agencies even with beneficiary participation is not enough to ensure institutional sustainability; • Environmental sustainability: user management of water facilities improves environmental conservation; non enforcement of environmental rules by producer organizations threatens environmental sustainability. 	<p>Results from the rural sector analysis and the performance of on-going projects:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Policy framework recognizes importance of agriculture and particularly rainfed agriculture for rural poverty reduction. However, resources allocated to the sector are insufficient. • Beneficiary participation mainstreamed in legally recognized community organizations. • All project management units located at state level. However the wide geographic spread of projects limits regular and adequate monitoring and follow-up. M&E systems and management for results need to be strengthened. • Decentralization effectively supported with re-design of the institutional component to increase resources allocated to this sub-component. However financial sustainability of decentralized extension issues without in-depth analysis of the resource revenue base of local government. • Environmental sustainability: user management of water facilities mainstreamed into law in Kassala State and is a formal government agreement in North and South Kordofan. Attitude change towards the environment improved at community level through use of gas stoves, establishment of range reserves, afforestation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Generating higher impact and addressing issues of efficiency and sustainability would likely require specialization of project interventions, greater leverage of co-financing resources and reliance on alternative delivery systems in addition to public extension services. • Main areas of innovation proposed are in the areas of project management to facilitate effective start up and implementation, technological innovations and scaling up the successful institutional innovations tested in the programme to date.

CPE agreement at completion point

Sudan Country Programme Evaluation Agreement at Completion Point

A. Background

1. In 2007/2008, IFAD's Office of Evaluation (OE) conducted a Country Programme Evaluation (CPE) in Sudan. The main objectives of the CPE were to: (i) assess the performance and impact of IFAD's strategy and operations in Sudan; and (ii) develop a series of findings and recommendations that would serve as building blocks for the preparation of the new IFAD results-based country strategy and opportunities programme (COSOP) for Sudan. The COSOP would be formulated by the Near East and North Africa Division (PN) of IFAD in close collaboration with the Government of Sudan.
2. This Agreement at Completion Point (ACP) includes the key findings and recommendations contained in the CPE. It also benefits from the main discussion points that emerged at the CPE national roundtable workshop, organized in Khartoum on February 25-26, 2009. This ACP captures the understanding between the IFAD management (represented by the Programme Management Department) and the Government of Sudan (represented by the Ministry of Ministry of Finance and National Economy) on the core CPE findings, and their commitment to adopt and implement the evaluation recommendations contained in this document within specified timeframes.

B. The Main CPE Findings

3. The Sudan Country Programme brought hope to largely marginalized populations following a period of conflict in some areas, and much needed support to state governments and localities where few other donors existed. It provided them with hands-on-experience in innovative areas such as the newly formed CDCs. IFAD has assisted in the introduction of improved agricultural practices, seed varieties and livestock which have enhanced incomes, food security and nutrition. There has been emphasis put on enhancing extension services at the lower administrative levels, and even at village level for some extension staff and service providers like paravets and midwives. There has been an increase in the establishment and improvements of local organizations, training in health care, nutrition, hygiene, especially through the recruitment of female extension staff. The provision of micro-finance to generate enhanced economic activities has increased local economic activities, albeit not always on a sustainable basis. Community and rural infrastructure (e.g. El Obeid-Bara road) have also improved access to markets. IFAD remains today's largest donor in the Agriculture sector in the country, making the Fund a major partner in the current period of rising agricultural commodity and food prices.
4. The Evaluation notes that components to strengthen rainfed agricultural services are explicitly present in only two out of the five ongoing IFAD projects, but subsumed under different components in all projects. The Evaluation also found that little technical innovation has been developed by research institutions that could be adopted by beneficiaries. Nevertheless, farmers are already beginning to experiment themselves in some areas such as more intensified use of manure. They could be assisted with technical advice for on-farm trials, with pastoralists assisted with corral systems for manure collection. While learning from experience and replication of successful interventions is important, so is identification of local opportunities and priorities. A renewed focus on agricultural development raises the challenge of the most suitable targeting strategy for IFAD operations.

- a. The evaluation found that the vast geographic coverage of IFAD activities in Sudan raises coordination concerns and does not generate sufficient synergies within/across programmes. Greater geographic concentration could be sought to foster agricultural productivity and market linkages, while facilitating project supervision and overall programme management. The diverse agricultural environment in Sudan is at once a challenge and an opportunity in this regard.
- b. The CPE notes that the COSOP did not fully capture the privileged status of IFAD at the time of its preparation in 2002, when IFAD remained among the few funding development agencies in Sudan. There was a missed opportunity for IFAD to more systematically follow-up on policy issues notably at the Federal level. The Fund's policy dialogue efforts concentrated mainly at the project level. The lack of a consolidated country presence in Sudan restricted IFAD's engagement in the policy arena at the national level.
- c. Project sustainability, which has been identified as a key weakness since the Sudan Country Portfolio Evaluation of 1994, requires broader efforts beyond the simple scope of project activities. The Evaluation found hard-earned gains in projects are threatened with loss when projects come to an end and there are no prospects for follow-up with internally generated resources. The solution that consists in phasing out the external (IFAD) contribution during the period of implementation often proved unrealistic, because it takes much more time (in the range of 15-20 years) to reach results that are sustainable. Hence, an important aspect of sustainability is continuity of support to avoid the degeneration and possible loss of good results and assets. At the same time, situation of donor-dependency should be avoided.
- d. The CPE also found that institution building through projects has been one of IFAD's strong points in Sudan and has demonstrated its appropriateness and relevance for rural poverty reduction. However, the model demands substantial resources, especially at the State/Locality and programme management levels where over 70 per cent of institutional support funding has gone and where institutional and operational linkages are still weak. The model is also based on a number of assumptions that have been found to be optimistic, such as growth of locality government revenues as projects raise agricultural productivity and hence incomes of the farmers (and the private sector more generally) who not only would pay more taxes, but also have capacity to pay for most of the services they require. Community organizations visited which were established or supported by the programme appeared to be far from attaining self-reliance.

C. Recommendations

Recommendation 1: Agriculture as a key sector of intervention

5. The Evaluation recommends that IFAD further address the root causes of smallholder low productivity by focussing more on agriculture in the next COSOP. Localities where basic services and infrastructure that have proved to support labour productivity and market access are available could be favoured. In today's environment of rising prices, the issues of value-chain marketing and market access require more consideration than these issues received in the past. IFAD could also build on current efforts such as the decentralised agricultural extension services which have been beneficial to smallholders. Land tenure, irrigated cultivation, overgrazing and livestock should continue to be addressed. However, consideration should be given to pursuing these in a more focused and systematic manner to ensure greater integration and synergies in these areas.

Recommendation 2: Promoting pro-poor agricultural innovations

6. Notwithstanding the programme's good performance in the areas of rural finance or institutional innovations, the Evaluation recommends that IFAD redouble efforts in promoting pro-poor agricultural innovations. These have been weaker than innovations in the other programme components. The Fund's focus on agricultural

innovation should be realised within projects through allocation of greater resources for suitable staffing, links to relevant research organisations and to undertake adaptive research components. A more systematic approach to replication and upscaling of agricultural innovations should also be developed. In particular, technical innovations need to be developed by research, under the impulse of IFAD and GOS, and be adopted as technical packages by the projects. Greater practical support to innovation in the agricultural sector should be given both at research level and in support to farmer's own experimentation and innovation.

Recommendation 3: Scaling-up Policy Dialogue

7. Building on project-level policy dialogue initiatives that are currently being pursued, the division should scale up agricultural policy dialogue to the national level. This could be done by presenting a limited set of strategic themes for dialogue in the forthcoming Sudan COSOP, which could include, *inter alia*, such themes as: Agricultural Pro-poor Innovation, Partnership and Sustainability. Policy dialogue on these strategic themes could then be enhanced and sustained through the life of the next COSOP through the regular follow-up and analysis mandated in the RB-COSOP framework, including annual workshops and the mid-term review exercise. Regularly revisiting dialogue on policy issues also presents the potential to establish a more transparent partnership and consultation mechanism, making it possible to better engage with national and local level authorities, civil society and the wider donor community. The end result would be a more holistic country programme and, ultimately, more sustainable development impact.

Recommendation 4: Tackling Sustainability

8. The Evaluation recommends that the next COSOP ensure sustainability is incorporated in the broad framework of the strategic elements of the Country Programme in terms of design (e.g. clarity of exit strategies), and partnership (e.g. stakeholder ownership) at the outset of the new country programme. For example, the new strategy should fully take into account the changing economic landscape of Sudan to ensure greater GoS ownership of the COSOP from the outset to ensure sustainability. Also, recognizing the contextual realities of Sudan, where conflict over natural resource is an integral part of the daily reality of farming and pastoral communities, IFAD should include the capacity building of the field staff in conflict prevention and disaster management as integral component of its programmatic interventions in Sudan in order to enhance sustainability. The Fund's assistance to the Agricultural Bank of Sudan (ABS), which resulted in a major change in its rural finance policy, should be pursued if gains achieved are to be further enhanced and sustained.

Proposed Timeframe to Implement the Recommendations 1-4

9. The recommendations will be taken into account in formulating the new results-based COSOP and new operations in Sudan.

Key Partners to Be Involved

10. Government of Sudan (especially the Economic Affairs Division), IFAD, and the concerned technical and financial partners at both the federal and local levels.

Project Pipeline under the COSOP: 2009-2012

The annex presents an overview of the projects scheduled for financing under COSOP 2009-2012. The **timeline** for processing these projects are as follows:

Project	QE date	QA date	EB date
1. List of projects proposed for financing			
Revitalizing Gum Arabic production and marketing	November 2008	March/April 2009 and May 2009	September 2009
Rural Feeder Roads	April 2009	June 2008	September 2009
Programme for value chain development in Southern Sudan	April 2010	September 2010	December 2010
Dinder agricultural development project	April 2010	September 2010	September 2011
2. List of projects proposed for design and eventual financing by a consortium of financiers			
Jebel Marra agricultural development project	March 2011	May 2011	
Tokar scheme rehabilitation project	May 2011	September 2011	

Risks and risk management. The projects share the same risk with reference to the volume and equity of public expenditures on the agricultural sector. This risk is mitigated through capacity building of producers' organizations in policy planning and monitoring, using projects to catalyze further investments in the traditional rainfed areas.

Project 1: Revitalizing Gum Arabic Production and Marketing

Possible geographic area of intervention and target groups. The project area falls in the Gum Arabic belt which stretches in 11 states. The project is composed of two phases and has a total duration of 4 years. During phase one, the project will support Gum Arabic Producers' Associations (GAPAS) in five selected localities in the South Kordofan, North Kordofan, Sennar and Blue Nile states. During phase two, geographical coverage will be expanded to cover the White Nile state and eight additional localities. The target group will comprise small-scale gum Arabic producers in the main production areas of the Gum Arabic belt; women participating in Gum Arabic production; and Gum Arabic Producers' Associations. A total of 125 out of 1600 GAPAs are expected to be supported at project completion.

Justification and rationale. Sudan is the world's largest producer of Gum Arabic, a key agricultural export commodity produced by small-scale farmers. Around one million households living in the traditional rainfed areas depend on supplementary revenues generated from Gum Arabic production. However given the monopoly exercised by the Gum Arabic Corporation, the farmers' marketing margins are squeezed rendering the production and safeguard of Gum Arabic trees unattractive. The GoNU is committed to rehabilitate the Gum Arabic sector through enactment of a series of marketing reforms and supporting Gum Arabic production as stipulated under the Executive Programme for Agriculture Revival. The project will support the Government with critical analytical inputs to develop a pragmatic road map for the revival of the sector, as well as support producers and their organizations to take advantage of a more competitive and liberalized market.

Key Project Objectives. The objective of the proposed project are to: (i) support the livelihoods strategies of targeted groups through increasing the production and income of small-scale gum producers in selected areas of the gum belt and (ii) improve the performance of the production and marketing systems.

Ownership, Harmonization and Alignment. The project will be implemented by the Forestry National Corporation, using its existing staff and procedures. The design of the project was initiated by the FNC with support from the World Bank. The project will be co-financed with the Multi-Donor Trust Fund.

Components and activities., In addition to project management and supervision, the project will have two components:

- i. Gum Arabic Policy Reform and Sector Support. This component will finance studies related to more in depth of Gum Arabic value chains and potential market developments, the establishment of a gum Arabic market information system and matching grants to private agencies and public and semi-public agencies to support capacity development in marketing.
- ii. Support to Gum Arabic Producers' Associations (GAPAs). This component will finance capacity building activities to strengthen the management and skills of GAPAs in savings, credit, marketing, quality control and production. It will also provide grants to supplement revolving savings and credit schemes to be set up and managed by the GAPAs. The project will also facilitate the formation of unions of GAPAs and strengthen their capacity.

Costs and financing. The total cost of the project is estimated at USD 10 million. The MDTF is expected to provide USD 4.0 million. Domestic contribution is expected to amount to USD 3.0 million. IFAD share is USD 3 million.

Organization and management. FNC – a government agency - will implement the project. .

Monitoring and Evaluation indicators. As listed in the COSOP results framework, the project will contribute to the following results under SO3: (i) increase in the incomes of the rural poor; (ii) producers organized to decrease transaction costs; and Government decontrols the Gum Arabic market.

Project 2: Rural Feeder Roads Project

Possible geographic area of intervention and target groups. The project target area is comprised of the Gash spate irrigation scheme served by the on-going Gash Sustainable Livelihoods Regeneration Project and the 10 localities served by the on-going Butana Integrated Rural Development Project. The direct and indirect beneficiaries likely to benefit from the project interventions represent about 1.5 million people or approx 200 000 households. The project duration is 4 years.

Justification and rationale. The project addresses the issues of inaccessibility of production areas as well as high costs of access to markets. The project interventions will aim to resolve the following problems currently experienced in the Gash Sustainable Livelihoods Regeneration Project (GSLRP) and in the Butana Integrated Rural Development Project (BIRD):

- In the GSLRP, poor access within the Gash spate irrigation block areas along the main canals is restricting the operation and maintenance activities especially during the flood season when rapid access to the intakes or damaged areas is needed.

- In the BIRDP, it is estimated that transport costs represent up to 10% products prices and that important losses in animals and crops are incurred due to the inadequate transportation facilities.

Key Project Objectives. The project aims to facilitate the rural population efficient access to productive services and markets.

Ownership, Harmonization and Alignment. The project falls under SO2 of the COSOP. It will seek complementarities with other donor and government interventions in the project area namely: (i) the EC, MDTF, and the Government funded Executive Programme for Agricultural Revival. The added value of the project would be in developing an effective mechanism for operation and maintenance of the rural feeder roads.

Components and activities. The project will have 3 components as follows:

- Rehabilitation and construction of rural feeder roads. Activities include the planning of the rural feeder roads as part of 3-5 year infrastructure development plans for the localities; the survey of the status of the proposed rural feeder roads, the funding of the capital costs of the rehabilitation/ construction of the rural feeder roads.
- Capacity building on supervision, operation and maintenance (O&M) of rural feeder roads. Activities include training and system development on O&M of rural feeder roads.
- Project management. The project day to day management will be carried out by a project management unit. The hosting of the PMU is not finalized.

Costs and financing. The project costs are estimated at USD 25 to 35 million, with co-financing of USD 8 million from IFAD. An amount of USD 17 to 27 million is being sought from additional financiers.

Organization and management. A specific PMU will be established for the project. The PMU will liaise closely with the project coordination unit of the GSLRP, the Butana development Authority managing the BIRDP, the project coordination unit of the MDTF funded Community Development Fund, as well as the Ministry of Agriculture and Forestry in charge of the EC funded SIFSIA and the Government funded Executive Programme for Agriculture Revival.

Monitoring and Evaluation indicators. The project contributes to the following COSOP results under SO3: (i) increased income; (ii) at least 20% of women and men producers access markets; (iii) road network linking communities and markets effectively established and maintained; (iv) state governments issue clear policies and procedures for market related infrastructure such as rural feeder roads.

Project 3: Dinder Agricultural development project

Possible geographic area of intervention and target groups. The project area is located between longitudes 34-35 and latitudes 12 30 and 13 30. The total area is about 1.7 million feddans equivalent to 700000 Ha. The total population of the area is estimated at 355000 persons of whom 70% are sedentary population and 30% nomads. Both sedentary and nomadic populations live in 200 villages and temporary nomadic camps along the banks of the Dinder River and its tributaries. The population derives its main livelihood from: traditional rainfed agriculture, large mechanized farms (owned in the main by absentee land lords from outside the area), horticulture, livestock grazing, fishing, Gum Arabic tapping, forestry and handicrafts. The large mechanized rain fed schemes occupy an area of 452,000 feddans while the small holdings occupy an area of 500,000 feddans.

Justification and rationale. Poverty in the project area is characterized by food security, high rates of unemployment and male migration. Productivity in all production systems is low. The project area is subject to competing claims for land between small-scale producers, nomads, large scale mechanized farming, mining activities and the establishment of a nature park. This situation is leading to environmental degradation and increased poverty.

Key Project Objectives. The project aims to enable producers to increase their food security, incomes and resilience to shocks.

Ownership, Harmonization and Alignment. The project falls under SO2 of the COSOP. It will seek synergies with the interventions of: (i) the Executive Programme for Agricultural Revitalization; (ii) the UNDP/ GEF financed nature park in Dinder; (iii) UNHCR and WFP assistance to internally displaced persons living in the project area.

Components and activities. The project will have the following components:

- Technology transfer. Under this component, appropriate technological packages will be identified, adapted to the main production systems practiced by smallholders, disseminated and evaluated for their impact on productivity, food security and incomes.
- Piloting synergistic investments between the traditional rainfed farming, pastoral systems, mechanized farming, mining activities, and nature reserve. Under this component, the project will pilot a series of integrated investments to reduce competition over land uses by the various production systems.
- Support to the establishment of a MFI. Under this component, the project will support the establishment/ expansion of a MFI to extend microfinance services to smallholders.
- Institutional strengthening of agricultural services. Under this component, locality extension services will be equipped and trained and private or NGO based delivery of extension services and input supply will also be encouraged.

The poverty and gender mainstreaming strategy of the project will be developed at project design.

Costs and financing. The total project costs are estimated at USD 25 million.

Organization and management. The lead agency of the project is the State Ministry of Agriculture in the state of Sennar. The main implementing partner is the agriculture department in the Dinder locality, assisted by competent local and national NGOs as well as producers' organizations. The support to the MFI will be channeled through the Sudan Microfinance Development Facility.

Monitoring and Evaluation indicators. The project contributes to the following COSOP results under SO2: (i) increased food security and income; (ii) at least 30% women and men producers access agriculture services in the locality.

Project 4: Support to value chain development in Southern Sudan

Possible geographic area of intervention and target groups. The project will be implemented in 3 agro-ecological zones namely the flood plains, the dry hilly areas and the green belt. The project will build upon and complement the activities of the Southern Sudan Livelihoods Development Project approved in September 2008.

Justification and rationale. The Government of Southern Sudan agricultural strategy aims to support producers to shift from subsistence to market oriented production. The Southern Sudan Livelihoods Development Project approved in 2008 has mainly focused

on rebuilding the productive capacity of the rural poor and is scheduled for review in 2010. The review will highlight the project achievements and the actions needed to improve producers' marketing margins. The project will also aim to replicate and adapt successful marketing interventions undertaken in the green belt area. The duration of the project is 4 years.

Key Project Objectives. The project aims to enable producers, women and men, to benefit from increasingly remunerative prices for their products.

Ownership, Harmonization and Alignment. The project falls under SO3 of the COSOP. It will seek synergies with the interventions of: (i) the MDTF in the agricultural sector and the development of the private sector; (ii) the EC funded agricultural capacity building, model productive project and market information support; (iii) WFP food purchase for progress initiative; (iv) the NGOs involved in market related activities such as World Vision and Land O'Lakes; (v) the expansion of microfinance services.

Components and activities. The project will have the following components:

- Producers' organization. This component will provide support to producers' organizations and cooperatives to engage in marketing activities.
- Financial services for marketing. This component will provide appropriate financial services to the producer organizations and cooperatives to invest in value adding activities and to reduce transaction costs in the marketing chain.
- Project management. This component will aim to facilitate the monitoring and financial management of the project, as well as facilitate contractual arrangements between producers' organizations and cooperatives on one hand and the private sector on the other.

The content and structure of the components will be revised on the basis of the recommendations of the SSLDP review scheduled in 2010 as well as the progress achieved in the interventions listed above by other donors as well as progress achieved in the Government's strategy in the development of commodity markets and the private sector. The poverty and gender mainstreaming strategy of the project will be developed at design.

Costs and financing. The total project costs have yet to be estimated.

Organization and management. The host organization for the project is yet to be identified. Key characteristics include: (i) knowledge of markets; (ii) capacity to broker contractual arrangements between producers' organizations/ cooperatives and the private sector. A consortium of NGOs with marketing experience, MFIs and private traders may be considered.

Monitoring and Evaluation indicators. The project contributes to the following COSOP results under SO3: (i) increased income; (ii) at least 20% women and men producers access markets; (iii) 30% of women and men have access to rural finance.

Project 5: Jebel Marra Agricultural Development Project

Possible geographic area of intervention and target groups. The Jebel Marra is a public project established in the 1980s. Geographically it lies between latitudes 11° 15' - 13° 30' North and longitudes 22° 30' - 24° 30' East. It extends over a region in the west and north western edge of the Sudan. West Darfur State encompasses about 80 % of Jebel Marra command area, while South and North Darfur States share the remaining area. The project area covers about 42,000 square kilometres, which is about 8 % of Greater Darfur area. Out of this total area, about 500,000 ha or 1,200,000 feddan is estimated to be the cultivable agricultural land. The population figures of the project area

are not reliable due to constant population movement. What is clear however is that the area is affected by the civil strife with deserted villages, the rural population concentrated in camps for internally displaced people around the towns, health disability and a large proportion of women headed households.

Justification and rationale. Reconstruction and development efforts in Darfur would target the rehabilitation of major development schemes that can generate food security, incomes and stability of settlement to the rural population. Jebel Marra is one such scheme.

Key Project Objectives. The project aims to enable producers to reconstitute their asset base and increase their food security and incomes.

Ownership, Harmonization and Alignment. The project falls under SO2 and SO3 of the COSOP. The project is likely to be financed by a consortium of donors and Government.

Components and activities. The project will have the following components:

- Community initiatives. Under this component, communities will be assisted with the establishment of social services namely potable water, education and health services.
- Farmland development. Under this component, assistance will be provided to returnee farmers to rehabilitate their terraces, rehabilitate or construct simple water spreading structures to make use of surface runoff in the project area. They will also be assisted with inputs and the establishment of seed banks.
- Rangeland development. Under this component, stock routes crossing the project area will be surveyed and demarcated, range and water development activities would be introduced: they will be planned and managed in a consultative manner.
- Infrastructure development. Under this component, rural feeder roads will be repaired or constructed to facilitate mobility within the project area, access to services and markets.
- Institutional strengthening. Under this component, activities will include strengthening the organization and capacity of community and producers' organizations, supporting conflict resolution, and strengthening the organizational capacity of the Jebel Marra agriculture development project.
- Project management. A project management unit will be established within the Jebel Marra agriculture development project to coordinate, monitor and supervise the implementation of the project activities.

The gender mainstreaming strategy of the project will be developed at project design.

Costs and financing. The total project costs are yet to be estimated. A consortium of donors would be involved.

Organization and management. The lead agency is the Jebel Marra agriculture development project. During implementation, the lead agency will be supported NGOs with expertise in community mobilization, organization, capacity building and with a good track record in the area of improving agricultural productivity.

Monitoring and Evaluation indicators. The project contributes to the following COSOP results under SO2: (i) increased food security and income; (ii) at least 30% women and men producers access agriculture services in the project area; (iii) at least 20% women and men producers access markets.

Project 6: Tokar Scheme Rehabilitation Project

Possible geographic area of intervention and target groups. The Tokar Delta is the outwash fan of the Baraka River, on the coastal plain of the Red Sea some 150 km south/south-east of the Red Sea state capital Port Sudan. The Delta covers a gross area of about 406,000 feddans (170,520 ha) of which about 40% (160,000 feddans) has been irrigated in the past. The town of Tokar is located about 35 km from Shidin Rock, a local land mark on the Baraka River (see Figure 1). Reliable population data for the Tokar Delta are not available but the Tokar Delta Corporation (TDAS) has a total of 5,724 landowners and 24,000 landless sharecroppers registered.

Justification and rationale. The Red Sea State in general and the Tokar Delta in particular are among the poorest areas in the drought prone region of Sudan. The food self-sufficiency and other human development indicators for this region are among the worst in Sudan. The fundamental problems that face the Tokar area are related to the deterioration of the spate irrigation scheme which constitutes a main source of livelihood for the population. The problems in Tokar scheme seem to derive from the lack of adequate management of the land and the solution lies in an improved land and water system that would capitalize on the lessons derived from the rehabilitation of the Gash spate irrigation scheme. The rehabilitation of the Tokar scheme constitutes an opportunity to assist the government in adapting the physical rehabilitation and institutional reform process piloted under the on-going Gash Sustainable Livelihoods Regeneration Project (GSLRP).

Key Project Objectives. The project aims to improve the incomes and food security of the smallholder farmers and women in the Tokar area.

Ownership, Harmonization and Alignment. The project will be implemented by the Tokar Delta Corporation in collaboration with the Tokar Farmers' Union. The capacity of these two organizations will be assessed so as to detail the required incremental support for effective project management. The project will seek synergies with the on-going EC financed Tokar model project. The inception of this project is currently on-going and synergies in the form of co-financing or parallel financing will be sought.

Components and activities. The project would have the following main activities in line with the component structure of the GSLRP:

- Irrigation Scheme Rehabilitation that will enhance the capture of flood waters through river control and stream regulation, will reconstruct the water spreading, and improve field layouts.
- Animal Production and Rangeland Management that will improve animal health services, restock men and women with improved animal breeds, and develop a sound land use policy through the rehabilitation community stock water facilities, construction of water containment and spreading structures for animal use, and control of mesquite invasion.
- Community Development, Capacity Building and Empowerment that will increase drinking water supply and quality by refurbishing existing facilities, build the capacity and empower communities through training both men and women, group formation, and provision of community initiative grants – on a matching basis - for social services support.
- Marketing services that will allow the target group the resources to increase their productivity, and access more remunerative markets.
- Institutional Support that will encompass land tenancy reform, the formation and empowerment of Water Users' Associations, support to the Tokar Delta Corporation and the Tokar Farmers' Union. Appropriate recovery for O&M costs would also be designed.

Costs and financing. The total cost of the project is yet to be estimated.

Organization and management. The Tokar Delta Corporation will carry out project management and implementation. The capacity of the Tokar Farmers' Union will be developed so that they play an effective role in influencing the land and water management of the Tokar scheme as well as become effective service providers to farmers with regards production and marketing support.

Monitoring and Evaluation indicators. The project will contribute to the COSOP results framework namely under SO 2 and SO3: (i) increased income and food security; (ii) at least 20% women and men producers access markets; (iii) 30% women and men have access to agriculture services.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Prevalence of malnutrition	Poor small farmers, pastoralists, landless, IDP, and poor rural women in particular in Southern Sudan and in transition areas between North and South Sudan	<ul style="list-style-type: none"> • Low agricultural productivity • High exposure to insecurity • Limited access to water and sanitation • physical isolation and remoteness from main villages/ towns 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved agricultural production through technology transfer and appropriate storage • Access to safe water and hygiene awareness • Increased development assistance to mitigate conflict situations and increase investments in social and road infrastructure.
Low incomes in rural areas	Population in the rainfed areas	<ul style="list-style-type: none"> • Disincentives to production and marketing of rainfed commodities. • Conflicts due to disputes over access to natural resources (water, grazing lands, etc.) • Women workload to access fuel and water • Coping mechanisms with drought no longer adapted. • High expenditures in dry season. • Limited income earning opportunities during the dry season. 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved agriculture production and marketing through technology transfer, organizing producers to increase their marketing margins, and planning enabling policies. • Sustainable natural resources management. • Labour saving techniques for women. • Decrease costs in dry season particularly water costs. • Farming system development, vocational training, agro-processing and access to finance to increase income from off-season agriculture production and from non farm activities.
Poor access to market and lack of infrastructures in the rural areas		<ul style="list-style-type: none"> • Limited opportunities for alternative income generating activities • High transaction costs • Long market chains leading to non remunerative prices for producers 	<ul style="list-style-type: none"> • Improve rural infrastructures • Shorten the value chain with producers' organizations and partnerships with private sector
Limited access to agricultural services and micro-finance services		<ul style="list-style-type: none"> • Weak extension services delivery and coverage • High transaction costs for extending microfinance in low density areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Liberalization of input supply • Strengthen sanduqs as micro-finance institutions • Assist banks with downscaling their services
Illiteracy, high maternal mortality and children mortality	Smallholders, pastoralists, landless, IDP in particular in Southern Sudan and in transition areas between North and South Sudan	<ul style="list-style-type: none"> • Limited or no access to schools, to health clinics and to reliable food intake. • Limited awareness about hygiene. • Limited educational and health staff. 	<ul style="list-style-type: none"> • Development of social services and an appropriate outreach/ referral system. • Training of educational and health cadres. • Awareness raising in hygiene, nutrition, mother and child health matters.
Gender inequity	Women	<ul style="list-style-type: none"> • Very low access to agriculture services, education, health, education • Access to land is not secure • Economic activity of women non valued 	<ul style="list-style-type: none"> • Mainstreaming gender in agriculture services and microfinance • Women rights to land access be enforced • Gender sensitization of communities and leaders

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Enabling organizations				
Government of National Unity				
Ministry of Finance and National Economy (MOFNE)	<ul style="list-style-type: none"> Inherited a well trained Staff from the dissolved Ministry of Planning Control of financial resources and the budget provide opportunity for financial monitoring. Close coordination with State Ministries of Finance 	<ul style="list-style-type: none"> Irregularity in payment of counterpart funds (timely and sufficient amounts) 	<ul style="list-style-type: none"> Decline in oil revenues Unsustainable debt burden MOFNE is responsible for the Poverty Reduction Programme. 	Designated the Borrower for IFAD loans. Responsibility for economic policy is crucial for success of investment programme
Federal Ministry of Agriculture and Forestry (MOAF)	<ul style="list-style-type: none"> Ministry has a large pool of qualified staff Recruitment of young graduates but they still need to be trained/coached Agriculture Revival programme provides a guiding and result framework for Government and donor interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Weak follow-up and engagement with state ministries of agriculture Delays in formulation of policies particularly land, and balance between irrigated/rainfed sectors. 	<ul style="list-style-type: none"> Increase of public expenditures on the agric. sector. Increasing support to agricultural research and extension for rainfed areas where the majority of the poor live. Reform impetus driven by decentralization and CPA deliverables (land tenure). 	The current organization structure of the Ministry is under review to better respond to decentralization.
State Ministries for Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> Responsible for rural resource development in the fields of agricultural services, extension, horticulture, plant protection, animal resources, range and pastures, forestry and irrigation. Collection of rents and fees 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of facilities and equipment Lack of operating funds Limited management, outreach and law enforcement capacity. Deployment of services favours mechanised farming, irrigated farming, and male farmers Weak institutional linkages with research and university centers 	<ul style="list-style-type: none"> Competition for scarce budgetary resources between agriculture services and social service providers (Ministry of Education and Health), and urban centers Interference with land laws by the body politic and investment promoters Reduced budgetary transfers to the States as of 2009 	Some states have not fully decentralized agric services to locality levels.
Central Bank of Sudan	<ul style="list-style-type: none"> Launched microfinance strategy Earmarked resources for microfinance development Development of guidelines for microfinance 	<ul style="list-style-type: none"> Capacity to regulate microfinance under development 	<ul style="list-style-type: none"> Establishment of the Sudan Microfinance Development Facility as capacity building arm for microfinance, and the Microfinance Unit as the regulatory body. 	Projected economic outlook may push government for capping interest rates

Government of Southern Sudan	<ul style="list-style-type: none"> Formed in October 2005, granted with a high degree of autonomy Responsible for undertaking the reconstruction of the South Sudan region Decentralized governance system: central institutions in place and technical cadre recruitment under way; state governments and their ministries under formation. 	<ul style="list-style-type: none"> Legal and regulatory framework, technical procedures, under development Revenue base (in addition to oil) to be developed Limited capacity vis-à-vis the challenges of reconstruction 	<ul style="list-style-type: none"> Will be receiving capacity building and training from MDTF project Will be devolving service delivery to the private sector and NGO High priority on agriculture and rural development High reliance on oil revenues transfers for financing Government expenditures 	
Ministry of Agriculture and Forestry	<ul style="list-style-type: none"> Professional cadre in place Adequate mobility Coordinates development interventions in the agriculture sector with the Ministry of Animal Resources and Fisheries Planning to transfer larger share of ministry resources to state ministries of agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> Capacity to coordinate and monitor overstretched in view of small number of cadre. On-going development of policies particularly seed supply and land. 	<ul style="list-style-type: none"> High priority given to the agriculture sector as engine of growth and poverty reduction Support to private sector and producers' organization as active agents in the sector 	
State Ministry of Agriculture, Animal Resources and Natural Resources	<ul style="list-style-type: none"> Structure of state ministry in place Physical assets (buildings, cars) being provided Good network of paraprofessionals who can be relied upon for service delivery 	<ul style="list-style-type: none"> Professional cadre under recruitment Over-representation of non qualified staff Budget for development and operations insufficient 	<ul style="list-style-type: none"> Capacity building support from the EU and MDTF projects 	
Bank of Southern Sudan	<ul style="list-style-type: none"> Launched microfinance in the South in cooperation with MDTF Private Sector Development Project. 			
Service organizations				
Agricultural Bank of Sudan (ABS)	<ul style="list-style-type: none"> Long-term experience in financing agriculture Large number of branches and presence in rural areas Accessible to poor women and men with leverage from donor financing Establishing microfinance units Developing business plan for downscaling 	<ul style="list-style-type: none"> High overhead costs and lending rates Declining role in development financing Limited in financial reserves for lending Lack of investment portfolio Weak operational and monitoring capacity due to downsizing of staff and loss of experienced staff to freelance consultancy and donor organizations 	<ul style="list-style-type: none"> Piloting of innovative financial services to poor farmers and community groups (mobile banking, sanduqs, financial intermediation, cotton pre-financing) with support from the IFAD funded country programme 	

<p>The Sudanese Savings and Social Development Bank</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lending to smallholders and the rural poor • Main partner of NGOs and safety net programmes • Participate in the government self-employment scheme • Developing an active outreach policy through introduction of mobile services to high potential farming areas • Resources: government transfer and loan repayments 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor repayment rates • Loan appraisal weak 	<ul style="list-style-type: none"> • Interest in formulation of a business plan for bank downscaling 	
<p>The member based sanduq organizations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Legal entities (173 village sanduqs in North Kordofan and 1 central sanduq at locality level in South Kordofan), but not yet licensed. • Low operation costs • Outreach to the rural poor • Cover 30% of target population • 40% of members are women • Loans size are USD 100 to 300 • Annualized percentage rate is 60-70% • Outreach to 22000 hhds • Gross portfolio: USD 1.6 million in 2006 	<ul style="list-style-type: none"> • Weak financial management • Increasing default rate with relaxation of monitoring near project closing • Hand over of sanduq supervision to the ABS met with financial and legal constraints • Weak mobilization of savings 	<ul style="list-style-type: none"> • The State Governments are interested to capitalize on sanduq assets estimated at. State Governments are offering sanduqs shares in the capital of the state microfinance institution in North and South Kordofan, currently under establishment. 	
<p>Microfinance institutions in Southern Sudan (BRAC, SUMI , Finance Sudan)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 3 best practice MFIs operating • Gross portfolio for SUMI, USD 2.7 million with 90% repayment rate. Outreach to 6000 clients • Finance Sudan has an outreach to 750 clients, and a gross portfolio of USD 0.3 million. • Under licensing from the Bank of Southern Sudan. 	<ul style="list-style-type: none"> • Urban centered • Need infusion of loan capital and grant funding to expand and develop new products 	<ul style="list-style-type: none"> • Money transfer and foreign exchange services can be a new business • Forum for microfinance in Sudan established and active in developing policy framework • BRAC launching an Africa Loan Fund for USD 74 million over 7 years to reach 700,000 borrowers including in Southern Sudan, Uganda and Tanzania. 	
<p>Farmers' Unions, Pastoralists Union, Women's Union</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Liaison with Government and financial institutions • Advocacy • Local branches of specific interest No women participation in pastoralist and farmers' union 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor financial base • Prone to political interference • Represents large commercial farmers • Limited service delivery to smallholder producers in rainfed 	<ul style="list-style-type: none"> • Buy-in required from the Unions for effective policy change 	

<p>Village and Community Development Committees (encompasses cooperatives, village based organizations, producers' organization and other interest groups)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Financial resources: membership fees, intermediary commissions, government sponsorship • Financial intermediary to access formal credit • Management of community services (water points, schools, health centres) • Provision of marketing services 	<p>areas except in the case of Women's Union</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indirect election system <ul style="list-style-type: none"> • Tendency to be dominated by the better off, educated civil servants and the politically driven • Weak women leadership • Lack of linkages with service providers (besides the projects that have supported their establishment) • Poor financial base and fiscal accountability to their constituents • Audit system not yet in place to supervise the operations of CDCs 	<ul style="list-style-type: none"> • Confiscation of social assets • Foreclosure by financial institution because member debt default • Government interference by changing law of entity 	<p>Approx 530 community organizations formed through NKRDP/SKRDP and GSLRP. In NKRDP and SKRDP, about 50% of these organizations have demonstrated the potential to grow into strong local institutions. More significantly, the basis for the link of local communities to the locality and state level services has been established.</p>
---	---	---	--	---

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
WB-MDTF: Community Development Fund	Community Development Fund: I & II phases The program aims to empower communities to develop basic social service and infrastructure (including water access) under the supervision of local government.	Localities of South and North Kordofan, Kassala and Blue Nile	On-going	- Provision of social services (on-going collaboration under SKRDP, GSLRP) - Upscaling Locality Development Fund concept
WB-MDTF: Improving Livestock Production and Marketing Project – A Pilot	The project is structured around pilot activities that are designed to address priority needs to support livestock production and marketing. These activities include: community-led projects to support livestock production, resolution of land access based conflicts, privatization of veterinary services, and upgrading of livestock markets.	Selected Localities North Kordofan, Blue, White Nile and Sinnar	On-going	- Knowledge sharing esp. in privatization of veterinary services and livestock marketing. Very relevant for the WSRMP and the BIRD.P.
WB-MDTF: Livestock and Fisheries Development Project	The overall aim is to assist recovery of rural livelihoods based on livestock and fisheries. The specific objective of this project is to improve the performance of the livestock and fisheries sectors in five selected States of Southern Sudan through capacity building, improving animal health, reducing post-harvest losses and improving market infrastructure.	5 eastern states under GoSS	On-going	- Knowledge sharing particularly in areas of technology transfer and marketing. - Very relevant to SSLDP and to WSRMP.
WB-MDTF : Sudan Microfinance Project	The project supports the establishment of the Sudan Microfinance Development Facility. The Facility is designed to support the establishment of new and existing microfinance institutions and providers through dissemination of best practices, technical assistance and training, financing and managing donor resources.	Throughout Sudan including the three areas, marginalized parts of western, eastern, northern and southern Sudan	On-going	- Building the capacity of the central sanduq established through SKRDP, and the federation of the village sanduqs established by NKRDP. - Knowledge sharing on downscaling of rural finance services in state owned banks.
WB-MDTF: Private Sector Development Project	The project is aiming to establish an enabling policy, legal, regulatory environment for trade and investment; to enable businesses to access finance for medium, small and micro-enterprises; to build capacity of the industrial sector; and to develop	South Sudan	On-going	- Adapt the model of market management through public private partnerships to primary and secondary markets at state

	markets through private public partnership.			level. - Very relevant to SSLDP.
WB-MDTF: Agricultural Extension Services	The program will empower communities to access inputs, adopt appropriate technologies and better market their product. This could include improved animal husbandry, and maximization of use of crop residues.	States of Central Sudan (incl. North Kordofan, Blue Nile, and Sennar)	Design stage	- Continued support to decentralized extension services, and harmonization of approach of intervention in Kassala, North and South Kordofan
WB-MDTF: Support to Agriculture and Forestry Development Project	The objective of the project is to increase productivity of some targeted 730 agricultural groups and 260 forestry producer groups by: (i) facilitating adoption of improved technologies in agriculture and forestry; through a matching grant mechanism to be implemented by experienced NGOs and, (ii) strengthening capacities of the Central and State Governments and the private sector to plan and respond to identified needs in agriculture and forestry.	5 eastern states under GoSS	On-going	- Knowledge sharing particularly in the area of administration of matching grants for technology transfer purposes, appropriate technology development, and capacity building of extension services. - Very relevant to SSLDP and WSRMP.
E.C.: Food Security Information for Action (SIFSIA)	The program will support baseline and information generation and interpretation to serve food security policy and planning making.	Sudan	On-going	- Marketing database, market price information for stakeholders, and downscaling of this information to states and localities. - Knowledge sharing in establishing trade points in North and South Kordofan. - Very relevant to WSRMP and BIRDP
E.C.: Tokar Delta Rehabilitation Project	Reduce vulnerability and increase food security and incomes of rural households in the Toka Delta through a set of complementary actions aimed at rebuilding their productive capacity: <ul style="list-style-type: none"> ▪ land tenure; land development (remove Mesquite) ▪ irrigation scheme rehabilitation; WUAs ▪ agricultural support services (FFS) marketing 	Northern Sudan: Red Sea	On-going 4 years	- Co-financing or parallel financing of the proposed Tokar Development Scheme

E.C. : Kadugli- Talodi Market Access Project	Reduce vulnerability and enhance livelihoods of small-scale rainfed farmers (including returnees and those residing in peri-urban areas), while promoting peace initiatives in southern parts of S. Kordofan: <ul style="list-style-type: none"> ▪ feeder roads ▪ support to productive marketing groups ▪ institutional capacity building of local authorities and local stakeholder organizations (farmers unions, chambers of commerce, etc.) 	Northern Sudan: S. Kordofan (Kadugli and Talodi localities)	Not yet effective	<ul style="list-style-type: none"> - Completes needed infrastructure in conflict affected areas; - Rationale for SKRDP to establish second central sanduq in Talodi locality
E.C. : Sudan Productive Capacity Recovery Programme	The programme aims at sustainable agricultural development to control poverty and attaining desirable social and economic welfare in the country. The target beneficiaries of the project are the rural communities of the selected areas, including small farmers, fishermen and herdsman who have been affected by the civil war, drought, inequitable land reallocation, tribal conflicts, high tax charges, high input costs, limited supply of credit, poor marketing services reduced access to essential services.	5 western states in South Sudan under GoSS and South Kordofan, Blue Nile and Red Sea States under GoNU	On-going	<ul style="list-style-type: none"> - Joint activities in South Kordofan with WSRMP for building the capacity of extension services. - Projected collaboration in Central Equatoria on technology transfer, marketing and cooperative organization in the fisheries sector. Highly relevant for SSLDP.
FAO: Assistance for the Establishment of an Autonomous Agribusiness Investment Centre - (TCP)	Investment in agriculture limited by cumbersome procedures and absence of promotion. This project will provide assistance to establish an autonomous Agribusiness Investment Centre (ABIC) which will undertake the effective promotion of the private sector investments and agribusiness in rural areas.	Sudan	Not yet started	<ul style="list-style-type: none"> - Investment promotion activities,
IsDB : Rehabilitation of Rahad, Hurga, Tyba and Kimar Irrigation Schemes (USD 17.8 Million):	Increase the production capacity of smallholder farmers: <ul style="list-style-type: none"> • rehabilitation of irrigation networks Rahad (Gezira + Gedaref), Hurga (Gezira), and Tyba / Kemair (River Nile) • machinery • extension services • social services institutional strengthening 	Northern Sudan: Gezira, Gedarif, River Nile	(2005-2008)	<ul style="list-style-type: none"> - Knowledge sharing on spate irrigation and extension services
USAID 1) Southern Sudan Agriculture Revitalization Programme (USD 25 Million): Increase the capacity	<ul style="list-style-type: none"> ▪ agribusiness skills through establishment of six farmer training centres ▪ agricultural enterprise finance programme ▪ technical support to assist USA and its development partners in S. Sudan, including trade 	Southern Sudan Upper Nile, Leich N+W Bahr El Ghazal W+C+E Equatoria Warab ,Laskes, Jonglei	Completed	Established organizations like the training center and the MFIs, are potential collaborators in the SSLDP.

<p>for agricultural production and marketing in Southern Sudan.</p> <p>2) Cattle Marketing and Dairy Cooperatives and Livestock Policy Dialogue in Bahr El Ghazal Region in Southern Sudan</p>	<p>and institutional strengthening</p> <p>Enhance the value of the region's livestock and improve incomes of pastoralist families, by demonstrating the effectiveness of a market-oriented, business focused marketing and value-adding cooperative. This will be achieved by helping to organize and develop two sustainable model marketing cooperatives for wide application throughout Southern Sudan, especially other pastoralist communities, which will be privately owned and operated by its members.</p>	<p>Southern Sudan: Bahr El Ghazal</p>	<p>Completed</p>	<p>Capitalize on lessons learned to continue to support the NGO AMURT in the diversification of livelihood recovery activities</p>
<p>GEF</p>	<p>Conservation and management of habitats and species and sustainable community use of biodiversity in Dinder National Park</p> <p>Pilot project for sustainable land management in Tokar Delta</p>	<p>Sinnar State</p> <p>Red Sea State</p>	<p>On-going</p> <p>On-going</p>	<p>- Knowledge sharing on technical and institutional options for desertification control, soil and water conservation, afforestation.</p> <p>- Very relevant to WSRMP, BIRDP and GSLRP.</p>
<p>OFID</p>	<p>Infrastructures (rural feeder roads)</p>	<p>West Kordofan</p>	<p>ongoing</p>	<p>Co-financing with IFAD of WSRMP</p>

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Key file 4

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP/Project Response
Small and landless farmers under traditional rainfed agriculture	<p>Poverty level: High</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insufficient manpower to cultivate larger pieces of land or to work as wage labour • Food crop production • Insufficient seeds • Frequent crop failures 	<ul style="list-style-type: none"> • Migration to urban centres and along River Nile • Diversification into animal rearing (transhumant) • Dependence on remittances from family members outside and within Sudan 	<ul style="list-style-type: none"> • Food security • Seed supply • Re-stocking and off-farm income generation activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Support with seeds; • Negotiate access to land and assistance with land clearance and preparation; • Restocking • Vocational training • Access to micro loans
Small pastoralists	<p>Poverty level: High (satisfy basic needs for < 3 months/year)</p> <p>Causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - small size of herd, <15 to 20 small ruminants • no cultivable land • no transport animal • labour power equivalent to 0.8 adults - high dependency ratio • Drought affect pastures and increase water requirements • Water facilities inadequate • Veterinary services limited, loss of animals to epidemic disease outbreaks 	<ul style="list-style-type: none"> • Speedy sale of animals at low prices • Main income as casual labour • dependence on handouts • Dependence on remittances from family members outside and within Sudan • Women raise cash income through collection of wood and wild fruits and sale on the market 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved veterinary support and veterinary extension services • Integration of livestock into the traditional small farming system • Improvement in marketing structure to prevent market failure during drought and/or loss of markets • Access to rural financial markets 	<ul style="list-style-type: none"> • Establish effective veterinary service at community, stock route and market infrastructures. • Establish priority for poor women and men to re-stocking activities. • Livestock credit to increase small producers asset base • Develop rules of communal access, use and arbitration for the grazing land and the stock routes. • Enable development of a water distribution map and appropriate management and financing mechanisms. • Enable pastoralists to organise into land care or natural resource users' groups. • Provide technical packages for increasing forage value of the grazing land and reducing fodder deficit in the dry season.
Small agro-pastoralists	<p>Poverty level: High (satisfy basic needs for < 4 months/year)</p> <p>Causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Own < 5 small ruminants • Cultivates < 5 fed land that is either borrowed or sharecropped • high dependency ratio • Labour power equivalent to 0.8 adult 	<ul style="list-style-type: none"> • Main income as casual labour • Women would also engage in mat making, collection of wood, grass and wild fruits and sale on the market • Sale of animals to cover water and school costs market. 	<ul style="list-style-type: none"> • food security • access to services • improve communications (roads) 	<ul style="list-style-type: none"> • Establish effective extension services that address women as well as men agricultural needs. • Testing and upscaling of appropriate cultivation techniques for the different agroecological zones. • Establish effective veterinary service coverage. • Provide funds for community priority initiatives on a cost sharing basis. • Establish seed banks and re-

				stocking with priority given to the poor households. <ul style="list-style-type: none"> • Zone land for agricultural expansion. • Enable community to organise and develop required outreach and solidarity mechanisms in favour of poor women and men.
Poor fishermen in Southern Sudan	Poverty Level: High to medium <ul style="list-style-type: none"> • Lack of infrastructure/services • Lack of development opportunities 	<ul style="list-style-type: none"> • Sale of fish at low prices • Lack of organised processing and selling methods 	<ul style="list-style-type: none"> • Better prices for smoked and dried fish • Improved infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> • Fishing equipment – hooks, nets, etc. • Improved fish smoking (chokor) & drying • Improved landing points
Rural Women	Poverty level: High to vulnerable <ul style="list-style-type: none"> • The main agricultural labour force (60%) of farm activities and 80% or more of small livestock, vulnerable with high risk and uncertainty in both farming and livestock • Increasingly heading households with increased male migration for labour elsewhere • High illiteracy rates • Poor health services, high maternity death rates • Difficulty of access to potable water which is the responsibility of rural women within households • Access to assets including farm land • Access to financial resources 	<ul style="list-style-type: none"> • Long walking trips to collect water and wood, particularly in dry season • Increasingly dependent on remittances from migrant household members • Diversification into small livestock production • Migration with households to urban areas and along River Nile 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to potable water at village level • Literacy programmes and skill training • Improvements in health services • Improved marketing structures 	<ul style="list-style-type: none"> • Provision of potable water at village level and support community-based organizations for their operation and maintenance • Literacy programmes from Government and skill training from project/partnership • Health programmes (in partnership) • Marketing infrastructure (in partnership) • Creation/training of water user groups • Community based reforestation, alternative cooking methods/utensils

<p>Destitute households without assets and labour power (women headed HH and returnees in post-conflict areas)</p>	<p>Poverty Level: Very High to vulnerable</p> <ul style="list-style-type: none"> • Very low income • Insecurity and war, • Not sufficient labour on farm if widowed. • Illiteracy 	<ul style="list-style-type: none"> • dependence on food aid • dependence on charity • Migration to urban centres and abroad for male youth 	<ul style="list-style-type: none"> • Education facilities rehabilitated and strengthened • Literacy programmes and skill training • Create income generating activities • Training and extension activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Promote seed banks at community level to service the poorest. Seeds should include a mix of cereal and vegetable varieties to suit women and men's roles in household food security. • Establish re-stocking programme and priority given to the poorest. • Support community initiative to provide this socio-economic group with access to land and with access to labour • Ensure that community groups establish outreach and solidarity mechanisms in favour of poor women and returnees.
--	--	---	---	---

Key file 4

